

Notes sur le commerce, l'industrie et l'artisanat en Valais avant le XIX^e siècle *

L'historique de l'industrie et du commerce en Valais a été déjà entrepris par MM. William Hänni ¹ et Henri de Preux ², ingénieurs, Louis Delaloye ³ et surtout par M. Ferdinand de Torrenté dans une thèse publiée en 1921 ⁴. Mais ces Messieurs se sont étendus sur le développement économique de notre canton au XIX^e et au début du XX^e siècle à la presque exclusion des siècles antérieurs.

Feu M. Victor van Berchem dans son étude sur l'évêque Guichard Tavelli ⁵ et notre collègue Philippe Farquet dans une série d'articles aux *Annales Valaisannes* et au *Nowvelliste valaisan* (1926-27-28) ont consulté les documents publiés par l'abbé Gremaud pour retracer le renouveau commercial aux XIII^e et XIV^e siècles et l'activité des Lom-

* Il va sans dire que cette causerie, présentée à l'Assemblée annuelle de la Chambre valaisanne de Commerce à St-Maurice, en juillet 1941, n'est qu'un *aperçu d'ensemble* et qu'elle suppose, dans chacune de ses parties, un développement, des commentaires et des justificatifs qui dépasseraient par trop l'heure généralement accordée aux conférenciers. Je l'ai cependant sensiblement retouchée depuis une année.

¹ *L'industrie et le commerce en Valais*, 1907 et 1917.

² *Le Valais économique et historique*, 1924.

³ *Evolution d'un vieux Pays*, 1937.

⁴ *Le développement industriel du canton du Valais*, 1921.

⁵ *Jahrbuch für schweizerische Geschichte*, t. 24, 1899

bards et Cahorsins en Valais. Tandis que le premier complétait ses renseignements aux archives de Turin, le second poursuivait ses recherches dans les archives de la grande paroisse de Martigny jusqu'au déclin de l'ancien régime.

Un exposé général de l'état du commerce et de l'industrie à travers les siècles reste à établir ; il dissiperait bien des préventions, bien des préjugés, et soulèverait le voile sur un aspect peu connu et plus ou moins négligé du passé de notre pays. Loin de moi la prétention de combler la lacune en une quarantaine de pages (il en faudrait au moins 300), mais par les quelques notes que je me propose d'ajouter à celles de mes devanciers, vous constaterez, j'en suis sûr, que le sujet vaudrait la peine d'être traité à fond. L'un des anciens et des plus méritants membres de la Chambre valaisanne de commerce et de notre Société d'histoire, feu M. Jean-Charles de Courten, se plaisait à répéter que l'on a tort de se borner dans nos manuels d'histoire nationale à l'élément guerrier et politique. Pour avoir une image exacte d'un peuple, il convient de tenir compte aussi des facteurs culturel et économique. Lui-même projetait d'écrire le travail que je vous esquisse, mais il recula devant ses difficultés ; l'accès, aujourd'hui plus facile, à nos archives cantonales, devrait encourager l'un de nos jeunes aspirants au doctorat ès-sciences sociales à représenter là-dessus une thèse du genre de celle de M. Jean Graven sur l'Evolution du droit pénal.

1. Le Valais, pays essentiellement agricole. Produits du sol.

L'aphorisme de Sully : « Labourage et pâturage sont les deux mamelles qui nourrissent la France », s'applique plus encore au Valais qu'à notre grande et malheureuse voisine. On le considérait, — et lui-même tenait à cette réputation, — comme un peuple essentiellement paysan, c'est-à-dire agricole et pastoral. L'agriculture — le fait est patent et fut relevé par Voltaire — fournit à ceux qui s'en occupent l'indispensable à l'existence : logement, nourriture, habillement, aussi bien de nos jours qu'à l'ère lointaine des patriarches bibliques.

Notre canton se drapait donc dans son isolement et dans son égoïsme, comme un sénateur romain dans sa toge, avec un petit air de fierté et de bravade : « Avec mes vaches, mes moutons, mes champs, mes forêts et mes prés, je me suffis à moi-même et je n'ai besoin de personne. D'ailleurs l'on nous a toujours enseigné que l'argent mène au luxe et le luxe à la corruption et à la perdition. »

De l'argent, il ne lui en fallait guère que pour l'achat du sel, fort cher

alors, ce qui explique les tentatives réitérées de découvrir des salines dans le pays, à Vérossaz, à Salvan, et surtout à la Combiolaz. Quant au reste, il troquait les produits de son sol contre d'autres de première nécessité. Les premiers chroniqueurs du XVI^e siècle qui décrivirent le Valais, les Münster¹, les Stumpf², les Parradin³, les Simler⁴, ne cachent pas leur étonnement sur la diversité des productions naturelles.

Par les cols de montagne, par le défilé de St-Maurice, plus rarement par les barques du Léman, le Valais exportait soit au Piémont, soit dans les cantons primitifs ou de Berne, soit aux pays des Grisons ou de Vaud, son excédent en bétail, en fromage et beurre, viandes salées, vins, bois, céréales, laines et cuirs bruts, agaric, résines et térébenthine de mélèze, plantes médicinales, miel, gibier, escargots, chaux et plâtre, pierre ollaire, talc, amiante (asbesth), écorces, et en importait du vin (dans les dixains supérieurs), du riz, du maïs, des tissus, des huiles, des châtaignes, des épices, de la poterie, etc. Münster cite une vallée (Conches ou Bagnes) qui comptait plus de 3000 vaches laitières. Conches livrait en moyenne à l'Italie pour 1000 écus annuellement de génisses grasses. D'après les notes de Jean de Vantéry⁵, il sortit du gouvernement de Monthey, du 10 janvier au 15 février 1790, 5593 livres de beurre, dirigées en partie sur Vevey, Lausanne, Genève, et d'après celles du vicaire Clément, les gens du Val d'Illiez ont vendu, sur le marché de Monthey, de juin à fin décembre 1794, 62.000 quintaux de beurre à 6 batz, souvent 6½ la livre en moyenne (il est vrai qu'environ ⅓ de cette quantité provenait de Savoie). Cette vente ne rapporta pas moins de 1.860.000 écus petits.

Certaines mines furent exploitées dès le moyen âge et même déjà sous l'occupation romaine, par exemple à Mörel, à Lötschen, à Ganter, à Viège, en Anniviers, à Binn. Mais seules, celles d'or de Gondo et d'argent de Peiloz (Bagnes), furent momentanément rentables. Pour le monopole de cette dernière, le cardinal Schiner offrait, en 1500, 1000 écus à chaque dixain. Les sociétés, formées surtout de Bernois, de Bâlois et d'Allemands, qui se risquèrent dans celles de fer, de cobalt, d'arsenic, sombrèrent les unes après les autres. Leur histoire ne manquerait pas de pittoresque ; par exemple, l'affermage, en 1732, de celles de Binn à deux Anglais par l'évêque et la Diète déclencha un mouvement popu-

¹ *Cosmographia*, 1545.

² *Gemeine Löblicher Eydenossenschaft Beschreibung*, 1548.

³ *Chronique de Savoie*, 1552.

⁴ *Descriptio Vallesiae*, 1574.

⁵ Collection Bertrand.

laire qui faillit dégénérer en révolution ; les indigènes préféraient leur pauvreté et leur indépendance à l'intrusion des *étrangers* dans le pays¹. On a calculé que ces mines avaient coûté en moyenne cinq fois plus qu'elles n'avaient rapporté. Ce n'est donc pas chez nous qu'il faut rechercher l'origine de l'expression chère aux resquilleurs : « J'ai trouvé un filon. »

En relation avec les minerais, les cristaux des Alpes, provenant des vallées de Binn, de Fiesch, du mont de Naters, de Saas et de Zermatt, de Salvan, connurent quelque vogue, surtout à Paris. Les habitants de Binn vendaient annuellement jusqu'à 10.000 fr. de cristaux, certains spécimens atteignaient 800 fr.

L'évêque les considérait comme un droit régalien, que les patriotes lui contestaient. A la Diète du 31 octobre 1636, les députés de Conches protestent contre un mandat de l'évêque Hildebrand Jost à ce sujet : « Ils pensent, comme un peuple libre, n'être tenus en rien envers Sa Grandeur pour les cristaux qu'ils découvrent en terre ou au-dessus. Ils déclarent qu'ils ne comparaîtront devant aucun juge, même s'ils étaient cités et accusés par le fiscal épiscopal. »

A part le gibier, dont la Diète interdit l'exportation à plusieurs reprises, entre autres en 1524 et 1636, le Valais se livrait au trafic de cuirs d'animaux domestiques : vaches, juments, moutons, et sauvages : ours (il s'en abattait jusqu'à 12 en une année dans le seul baillage de St-Maurice), loups, chamois, chevreuils, renards, loutres.

Le vin de la région Sion-Sierre trouvait un débouché régulier dans l'Oberland bernois et dans les Grisons. Gaspard Stockalper au XVII^e siècle, et Adrien et Maurice de Courten au XVIII^e, avaient réussi à introduire leur Malvoisie jusqu'à la Cour de France.

La ville de St-Maurice admodiait dès le XIV^e siècle les droits de vanel et de nançois². En 1544, Stumpf vit pêcher à St-Maurice, en l'espace d'une demi-heure, 14 truites de 16 à 20 livres. Simler parle aussi de truites atteignant 24 et 30 livres, qui trouvaient des amateurs bien au delà de nos frontières. Les indigènes les mettaient en barils et les salaient à l'instar des harengs et de la merluche dont leurs successeurs actuels doivent se contenter.

Longtemps nos ancêtres épuisèrent les mélèzes géants de leurs montagnes en les perçant pour en soutirer la térébenthine, jusqu'à ce que des

¹ J'ai raconté cet épisode dans l'*Almanach du Valais* de 1932.

² Sur ces particularités piscicoles, voir mon *Folklore de St-Maurice* (Série des *Cahiers valaisans de Folklore*, 1935).

mesures officielles (on en connaît l'efficacité !) interdirent cette malheureuse opération, « la résine ou le baume étant aussi nécessaires à ces arbres que le sang au corps humain ».

D'autre part, nos mélèzes étaient recherchés pour la construction des mâts de bateau et, embarqués à St-Gingolph, ils étaient transportés jusqu'aux chantiers de Toulon par la voie fluviale. Il est mention de leur exportation ou tout au moins de leur projet d'exportation dès 1732. Bonaparte qui les appréciait, les estimait indispensables à la flotte destinée à la campagne d'Egypte.

Quant à l'agaric, qui fournissait autrefois l'amadou utilisé en médecine et comme allume-feu avant l'invention des allumettes, il était l'objet d'une concession de l'Etat et, comme nous le verrons, de hautes personnalités telles que les Maggeran et les Stockalper, ne dédaignaient pas d'en affermer le monopole, pas plus que des escargots dont Joseph Venetz, bourgeois de Brigue, obtenait de la Diète de juin 1607 la concession de l'achat exclusif pour 6 ans, moyennant paiement de tous droits de souste et de péage et « à condition que les dits escargots soient enfermés en barils et menés de jour ».

Je ne m'arrête pas sur les bains de Loèche et de Brigerbad déjà traités dans mes « Notes sur la Santé publique en Valais » (1941).

2. Le commerce de transit.

Dans l'antiquité et au Moyen Age, le Valais était pour les guerriers, les marchands, les pèlerins, les voyageurs, le passage par excellence entre le Nord et le Sud de l'Europe, entre l'Orient et l'Occident. Il est superflu de revenir sur l'ancienneté et l'importance du Grand St-Bernard et du Simplon, dont l'histoire a été si souvent écrite¹. Les évêques de Sion à qui, entre autres droits régaliens, appartenaient les routes, avec droits d'escorte et de péage, mais à qui incombait en revanche le devoir de veiller à leur bon entretien et à leur sécurité, organisaient, « avec une perspicacité qui les honore » (C. Favre), dès le XIII^e siècle, un grand trafic international par le Simplon. Plusieurs facteurs contribuaient au choix et au succès de ce dernier : luttes entre Guelfes et Gibelins, troubles dans le Nord de l'Italie, échanges de populations par les seigneurs

¹ Dr Ch. des Loges : *Essai sur le Mont St-Bernard* (1813) ; C. Favre : *Etude sur l'histoire des passages italo-suisse du Haut-Valais* ; Ellmann, (voir littérature) ; Chne D. Imesch : *Zur Geschichte des Simplonpasses*, 1904. ; Coolidge : *Josias Simler et les origines de l'alpinisme* ; Dr Aloys Schulte : *Geschichte des mittelalterlichen Handels zwischen Westdeutschland und Italien*, 1900.

féodaux, développement intense des foires de Champagne et de Brie grâce à l'importation des produits d'Orient consécutive aux Croisades, etc. C'est à trois évêques surtout : Henri de Rarogne (1243-1271), Rodolphe de Valpelline (1271-1273), Boniface de Challant (1290-1308)¹ — ces deux derniers de la Vallée d'Aoste, ce qui explique bien des choses — que revient le mérite de cette initiative par les traités de 1267 avec l'évêque de Novarre, et de 1272 et 1291 avec les compagnies de marchands de Pistoie et de Milan. Ces traités régularisaient le trafic à travers le Simplon et précisaient les conditions de péage, de souste, de tarif de transport, de sauvegarde, etc.

Le Grand St-Bernard reste plutôt dans l'ombre : toutefois un accord est conclu en 1325 entre les hommes de Bourg-St-Pierre et les marchands étrangers au sujet de l'échange de leurs produits par ce passage.

Entre le XV^e et le XIX^e siècle, on ne compte pas moins de 34 cols alpins utilisés pour les échanges commerciaux, soit entre le Valais et les cantons primitifs, les Grisons, Berne, soit entre le Valais et l'Italie. Les principaux sont : la Furka, le Grimsel, le Lötschpass, la Gemmi, le Rawayl et le Sanetsch, et sur le versant méridional : le Nufenen, le Griess, l'Albrun, l'Antrona, le Théodule, le col de Fenêtre, le col de Balme, le col de Coux, etc. Les monographies de Saas et de Zermatt² s'étendent sur les relations alors constantes entre ces vallées et le Gressonay, la « Krämerthal ».

Bianchetti³ cite un contrat de 1403 entre les gens de Saas et de Valansca.

Le curé Zurbriggen⁴ note dans sa *chronique de Saas* : « Auf Antrona und Macugnana passirte man, vor Zeiten, häufig mit Pferden, mit allerhand Vieh und Kaufmannswaren und wurden schon 1440 uralte Pässe genannt. — 1440 wurde von Antrona die uralte Strasse hergestellt, beide mussten ihren Theil erhalten bis auf den Theil des Berges. »

D'après un document de 1397⁵, les députés de Berne, Conches, Bommatt (Formazza), signent à Münster une convention pour l'entretien

¹ Celui-ci avait acquis des Castello le versant méridional de la vallée du Simplon, soit du pont de Crevola à Brigue.

² Abbés Zurbriggen et Ruppen : *Chronique de la Vallée de Saas* (la première manuscrite, la deuxième imprimée en 1851) ; H. Dübi : *Saas Fee*, 1902 ; J.-I. Lecomte : *Monographie de la Vallée de Saas*, 1926. Nombreux ouvrages sur Zermatt, en particulier ceux du curé Ruden, 1869, du pasteur Cérésolle (s. d.), de Stanislas Kronig, 1927, et surtout de l'abbé Dr Meyer : *Zermatt in alten Zeiten*, dans *Jhb. für S. A. C.*, 1922.

³ *L'Ossola inferiore*.

⁴ Pierre-Joseph Zurbriggen, curé de Saas, † 1813.

⁵ *Abscheids fédéraux*.

et la sécurité de la route commerciale de Lombardie (il doit s'agir du Griess), et lorsque, en novembre 1455, les Bernois font en 8 jours le trajet de Binn à Baceno, c'est l'Albrun qui est en jeu¹. Etc., etc.

Les habitants de la vallée de la Viège fréquentaient assidûment les foires de Macugnana, de Domo d'Ossola, de Vogogna jusqu'en 1691.

Ce trafic international ne pouvait manquer d'avoir une influence heureuse sur l'état économique du Valais. Il le sortit bon gré mal gré de son effacement, il dut prendre contact avec les marchands milanais et lyonnais qui sillonnaient le pays et avec le reste du monde. Le numéraire commença à circuler, les transactions se multiplièrent, comme en témoigne la multitude des notaires, quatre fois plus nombreux que de nos jours.

Ces marchands étrangers ouvrirent des comptoirs, et échangèrent leurs produits contre les produits indigènes. De très nombreux obtinrent leurs lettres de naturalisation et firent souche dans le pays, lui insufflant ainsi un esprit nouveau : les familles *Lombard* pullulèrent pendant plusieurs siècles, d'abord marchands et banquiers, puis, peu à peu, notaires, jurispérites, conseillers de ville, clers, voire chanoines, donzels et nobles ; de même à St-Maurice, les Thomé, les Reymondini, les de Canturio dont l'un devint maître des monnaies de l'évêque de Lausanne Guillaume de Mentonney.

Leurs comptoirs ou *casanes* poussaient comme des champignons à Brigue, à Loèche, à Turtig, bourgade aujourd'hui insignifiante (où on en compte jusqu'à 14 au XV^e siècle), à Sierre, Sion, Conthey, Saillon, Martigny, Sembrancher, St-Maurice. Il est vrai qu'ils abusèrent de la naïveté ou de l'indigence de leurs clients², mais furent maintes fois rappelés à l'ordre par des sanctions ou mesures officielles. Le chanoine A.-J. de Rivaz commente ainsi un parchemin qu'il déchiffra aux archives de Saillon :

« On voit, par un titre du 17 janvier 1330, donné à Chillon par le comte Aymon, qu'en ce temps-là les Lombards faisaient tout le commerce en Valais³ et prêtaient de l'argent à usure, et qu'ayant affaire à un peuple ignorant, ils le dupaient souvent, ce qui donna enfin lieu à de graves plaintes des habitants des châtelainies de St-Maurice et de

¹ A. Wäber : *Walliser Berg- und Passnamen vor dem XIX. Jahrhundert*.

² L'évêque, des villes, des nobles leur empruntèrent de l'argent et l'on suppose les concessions qu'ils leur arrachaient lors du règlement de comptes.

³ En 1343, quelques-uns d'entre eux domiciliés à Sion, fondent une association commerciale. Il y avait à la capitale une *rue des Lombards* et une *Krämergasse* ou *Judengasse* à Naters, une *ruelle des Juifs*, à St-Léonard, etc.

Saillon, dénonçant au Comte que les Lombards leur faisaient payer deux fois la même dette et deux fois les intérêts... »

Mais le profit de ce trafic international ne tomba pas dans les mains des seuls Lombards, établis temporairement ou définitivement. Son organisation prévoyait des droits de péage, de souste, de transport, etc. réservés aux gens du pays.

Des péages, dont le rendement était destiné à la construction ou à l'entretien des ponts et des chaussées, existaient à Vouvry, St-Maurice (deux), Martigny, Riddes, Sion, Granges, Agaren (*la Souste*), Viège, Brigue, Simplon. Les fonctions de surveillants ou préposés étaient enviées, remises en fief ou recherchées et mises par les amateurs. Les soustes étaient des entrepôts obligatoires de marchandises pour la nuit et les jours fériés, et servaient de relais. Il y en avait au Simplon, à Brigue, à Loèche, Sion, Martigny, St-Maurice¹. Elles étaient une source de gros avantages matériels, non seulement pour ceux qui les détenaient (les Sostionis et les *Ingressori*, disparus, les de Courten, les Kuntschen, les Theiler en témoignent), mais pour les localités destinées à en avoir. Un acte de 1320 souligne par exemple cette observation relative à St-Maurice : « *Quia in dicta villa plus quam alibi transeunt continue homines extranei hospitantes ibidem, ex diversis mundi partibus venientes.* »

Il y passait, bon an mal an, environ 4500 balles de marchandises, à raison de 3 par chars à deux chevaux et 2 par chars à un cheval. Le fonctionnaire chargé de recevoir, décharger et recharger, et surtout de répartir les marchandises, s'appelait *partisseur* (*Partitoris*, *Theiler*) : la haute situation à laquelle parvinrent certains de leurs titulaires leur permit de s'anoblir par la suite.

Le voiturage des balles d'une souste à l'autre était soumis à des règlements sévères (Loèche 1310, St-Maurice 1320, etc.) et réservé dans la règle aux bourgeois, pour qui ce gain accessoire fut le bienvenu pendant plus de quatre siècles. Les rouliers (*charrotons*) étaient souvent syndiqués pour la défense de leurs intérêts. Ceux de St-Maurice avaient le droit exclusif des charrois entre Villeneuve et Martigny, et gare au concurrent du dehors ou à l'associé déloyal du dedans qui s'avisait d'empiéter sur leurs droits ou de léser les coutumes locales.

¹ *Le Coutumier de Martigny* ou arrêts de la communauté de Martigny (vers 1750) contient (chap. II, art. 1), le Règlement des soustes pour les partisseurs, et (art. 2) le règlement pour les voituriers. St-Maurice avait déjà un règlement pour ceux-ci en 1320, Loèche en a un pour la souste et le voiturage datant de 1310, 1372, 1458.

Malheureusement à la fin du XIV^e siècle, les conflits entre Valaisans et Lombards (notamment le cas de Palmeyron Turqui en 1349), le désaccord croissant entre les évêques de Sion et les princes de Savoie, et plus tard l'interdiction par Louis XI à ses sujets de fréquenter les foires de Genève, puis la chute du royaume de la Petite Arménie et enfin la conquête de l'Ossola et du Tessin par les Suisses, entravèrent sensiblement le trafic par le Simplon qui fut supplanté par le Petit St-Bernard, le col de Suze et le Gothard. Les Valaisans essayèrent de réagir, mais vainement. Après la création des foires de Lyon qui détournaient de la haute vallée du Rhône le transport des produits orientaux, ils offrirent même (1473) de tenir des voitures à disposition des marchands étrangers. Plus tard, des pourparlers furent réentamés entre la Diète et de gros commerçants de Milan.

Gaspard Asnellio, négociant en gros, écrit, tant en son nom qu'au nom de ses associés, à la Diète (17 août 1601) qu'ils ont l'intention de choisir le Valais pour le transport des marchandises d'Italie en France et vice versa et demandent qu'on leur garantisse que le prix des transports et d'escorte (*Gleit*) ne soient pas augmentés à Brigue, au Simplon et ailleurs, et que les aubergistes ne surfassent pas leurs prix. En considération de ces avantages, la Diète ordonne que les rouliers de Brigue s'en tiennent à l'ancien tarif et n'exigent pas plus de 12 batz par balle, que l'on maintienne les tarifs des transports, péages, escorte, que les commissaires désignés ad hoc surveillent les prix des aubergistes et que la route soit remise en état.

Une démarche analogue est faite en septembre 1609 par Christophe Armona et par Gérard Boss de Milan, à la condition que la route soit remise en état. La Diète prend des dispositions dans ce sens.

En 1620, en pleine guerre de Trente ans, de notables marchands italiens, français, allemands écrivaient au grand Baillif qu'ils consentiraient à transiter leurs produits par le Valais à condition que le Valais se charge de la « conduite ». Ils avaient conclu à cet effet un traité avec feu l'archiduc Albert et l'archiduchesse Isabelle, avec le duc de Ferrare, avec les villes de Gênes et de Berne, pour obtenir ce passage et le privilège de « la conduite ». La Diète décide de constituer dans ce but un fonds spécial pour encourager cette escorte ; elle escompte que cet arrangement rapporterait environ 100 écus annuellement au pays.

Gaspard Stockalper réalisa toute l'importance du Simplon (on sortait de la guerre de Trente ans) et tenta de la réhabiliter. Il se mit en relation avec les commerçants italiens et français pour réorganiser le service de transport des marchandises entre Lyon et Milan. Il remit en

état l'ancien chemin muletier, en rectifia le tracé sur plusieurs points, aménagea des hospices et refuges, et veilla à ce que le syndicat des « *Ballenführer* » entretînt ponts et chaussées en bon état même en hiver¹.

Mais le regain de vie qu'il lui insuffla fut de courte durée et ce fameux passage ne fut sérieusement ranimé que par la construction de la route par Bonaparte (1800-1802) et du tunnel achevé en 1905.

Quant aux autres cols — à l'exception du Grand St-Bernard et de la Furka — devenus la plupart impraticables au transport depuis le sensible refroidissement de la température au XVI^e siècle, ils n'offrent plus guère qu'un intérêt touristique.

3. Franchises communales. Prérogatives de l'Etat et des bourgeoisies.

Tandis que les communautés et les dizains du Haut-Valais étaient régis par des coutumes ou statuts particuliers², la plupart des principales communes du Bas, celles du moins ne dépendant pas de seigneurs particuliers ou qui n'étaient pas soumises à la mainmorte, reçurent des lettres de franchises des princes de Savoie dans la seconde moitié du XIII^e siècle ou la première du XIV^e siècle. Après les conquêtes de 1475 et de 1536, les *Statuts* du Valais furent applicables à l'ensemble du pays sous réserve de certaines anciennes coutumes.

Le recueil complet des franchises municipales reste à publier et à commenter. Je ne vous conduirai pas, et pour cause, dans le dédale compliqué et souvent enchevêtré³ des droits de compétences de l'évêque (régale des routes, des mines et sources, de la monnaie, etc.), de l'Etat qui se substitua au précédent dès 1634, des dixains, des communes. Les Gremaud, van Berchem, Häusler, Graven, Tamini, restent pour le moment les guides auxquels on peut se fier et se référer.

Pour demeurer sur le terrain commercial, rappelons que les franchises accordaient à certaines municipalités les droits de foire et de marché, puis celui du four banal (St-Maurice possédait, depuis 1304, ce droit qu'elle affermaît chaque année), des moulins, scieries, foulons et même de la boucherie (*macellaria*).

¹ Bertrand : *Gaspard Stockalper de la Tour (Annales valaisannes, sept. 1930)*.

² Franchises, libertés, privilèges, etc., furent reconnus et garantis aux paroisses du Haut-Valais en 1355 par l'empereur Charles IV.

³ M. Graven écrit très justement : « Il faudrait brocher des volumes pour copier un peu fidèlement les innombrables textes mis au jour depuis l'année 1500. Pendant des décades (ne pourrait-on pas dire pendant des siècles ? B.), la Diète joua comme un grand régulateur économique. »

Des règlements officiels fixaient périodiquement le prix de la viande, du pain et du vin, que seuls les bourgeois pouvaient vendre au détail.

L'octroi des foires et marchés coïncida avec celui des franchises ou le suivit de près : Sembrancher en 1324, Orsières en 1379, Conthey en 1302, Sion vers 1250, St-Maurice en 1317, Loèche et Monthey au début du XIV^e siècle, etc.

En l'absence de commerce local, les foires dont le nombre variait suivant les localités de 1, 2 à 7 et 8¹, par an et qui coïncidaient souvent avec des solennités religieuses, et les marchés, hebdomadaires, revêtaient une importance primordiale. Tenus près des églises et sur les places publiques (*champs, près de foire, à Sion Pratifori*), ils attiraient non seulement la population des vallées voisines, mais les étrangers des Pays de Vaud, de Savoie, d'Aoste, et d'ailleurs encore.

Au XIII^e siècle, la villette de St-Maurice avait des foires à la Saint-Vincent (22 janvier), à l'Ascension (2 jours), à la Dédicace (1 jour), à la Saint-Maurice (22 septembre, 2 jours), à la Toussaint (2 jours), à la Saint-Martin (13 novembre), à la Saint-Clément (23 novembre). L'almanach de Clément Gentil (Lausanne) pour 1661, indique les foires de Brigue (17 janvier, 16 août, 16 octobre), de Monthey (11 avril), de Martigny (25 avril, 12 juin, 18 octobre), de St-Maurice (3 mai), de Loèche (9 juin), de Troistorrents (22 juillet), de Sembrancher (14 septembre), de Vouvry (29 septembre et 13 octobre), de Sion (11 novembre). Ce tableau manifestement incomplet, présente cette particularité que les dates concernant le Haut-Valais se rapportent à l'ancien calendrier, et celles relatives au Bas-Valais, au nouveau calendrier.

Les calendriers de la fin du XVIII^e siècle désignent plus de 30 localités comme sièges de foires. Mais nombre d'elles ont été dès lors supprimées : telles celles d'Evolène, de St-Martin, de Vissoie, de Conthey, de Lötschen et, pour comble celles de St-Maurice qui étaient aux XV^e et XVI^e siècles les plus importantes du pays.

Si les foires avaient pour but principal de pourvoir le pays d'objets manufacturés importés, les marchés hebdomadaires étaient destinés à approvisionner des denrées indispensables : viandes, graines, produits laitiers, les gens de l'endroit et des environs.

Sion en eut dès 1217, Sembrancher dès 1239, Saillon dès 1297, Conthey dès 1302, St-Maurice et Martigny dès 1307, Orsières dès 1379. Les habitants de la chatellenie étaient tenus de vendre leurs produits et den-

¹ Sans compter les foires *franches* qui duraient parfois 3 jours, par exemple à St-Maurice.

rées aux foires et marchés du chef-lieu : la liberté du commerce devait être une conquête de la démocratie au milieu du XIX^e siècle ! et toute spéculation était sévèrement interdite : mesure compréhensible, car l'on achetait alors pour vivre et non pour revendre ou pour réaliser un bénéfice.

* * *

Ce principe explique pourquoi d'une façon générale les dispositions officielles étaient jadis moins positives et encourageantes que restrictives et prohibitives. L'étatisme sévissait encore plus sévèrement que de nos jours et c'est tout dire. La moindre entreprise industrielle, surtout dans les gouvernements de Monthey et de St-Maurice (j'ai parlé plus haut des demandes de concession de mines ou d'industrie), était assujettie à des autorisations ou à des admodiations, lesquelles, pour étouffer plus ou moins la concurrence, n'en laissaient pas moins tout juste vivoter leurs détenteurs. Ouvrons au hasard les recueils des *Abscheids* de la Diète :

« Est enjoint à tous nos fonctionnaires de rechercher en bas de la Morge tous les cours d'eau sur lesquels moulins ont été établis et à ce que les possesseurs des dits produisent les conditions auxquelles ils purent construire ces moulins, scieries, artifices et foulons, afin que les droits de l'Etat soient sauvegardés. » (Diète, 8-24 décembre 1630).

M. Joris, métral d'Orsières, expose qu'il a établi des moulins en Buyt d'Omonza avec cinq roues, pour chacun desquels il paie au souverain 1 creutz d'usage ; il demande à ajouter trois roues. Accordé moyennant 1 pistole par dizain (Diète, décembre 1703).

M. Michellod, d'Orsières, propriétaire de plusieurs moulins sur la Dranse pour lesquels il paie les deniers à l'Etat, demande à pouvoir transformer un moulin à fourbir les armes en un moulin à grains, et un moulin à poudre en un foulon. Accordé, moyennant le double en deniers (Diète, décembre 1704).

Claude Barzet (Baruchet ?) sollicite pouvoir établir une scierie avec foulon au Bouveret. Accordé par albergement moyennant 7 sols à payer par an et ½ pistole par dixain une seule fois (Diète, mai 1713).

François Mariétan, de Val d'Illiez, sollicite l'autorisation d'établir sur son pré un foulon. Accordé moyennant 5 sols mauricois de redevance annuelle (Diète, mai 1719).

Cueillons d'autres menus exemples d'arrêts rendus par la châtellenie et le Conseil de St-Maurice :

Il a été défendu à tous étrangers et habitants de vendre du vin en détail dans la ville, à peine d'en être exclu (1 nov. 1693.)

Il a été arrêté que les habitants ne pourraient point vendre de pain qui ne fût cuit dans le four de la ville (2 novembre 1732).

Il est enjoint aux aubergistes et cabaretiers de faire dans la boucherie publique la provision des viandes qu'ils débitent dans leur logis et non de faire boucherie chez eux à peine d'amission de leur droit de bourgeoisie, de déposer leur enseigne et de ne pouvoir plus vendre (septembre 1643).

ou de Bramois :

Contrat passé à Jacques Thomas, de la vallée d'Aulph, par la commune de Bramois pour l'installation et la location d'un artifice de tannerie (2 septembre 1593).

Quittance passée par la commune de Bramois avec Aymon Peyrenoud, meunier, qui avait réparé les moulins que la commune lui avait admodiés (22 janvier 1606).

Amodiation de la forge de la commune de Bramois à maître Claude Brunyr pour l'espace de 6 ans (18 novembre 1664).

Amodiation de la scie et du foulon vers le pont de la Borgne par la commune de Bramois à Benoît Zandt, Allemand, déjà scieur pour la ville de Sion, de l'autre côté de la Borgne (4 juin 1659).

Amodiation de la tannerie communale de Bramois à maître Jacques Armbrust, pour la durée de 15 ans (15 janvier 1789).

Voici enfin un extrait du règlement du marché de St-Maurice du 24 février 1723 (les règlements des marchés de Brigue, Sion, Martigny, ont été reproduits respectivement par MM. Imesch, Evéquo, Farquet) :

Les comparoissiens (= Vérossaz, Evionnaz, Mex, Collonges) et autres personnes qui auront des denrées et autres choses à vendre les porteront le mardi et les exposeront vendables sur la place, sans qu'il soit permis à aucun de les vendre ou acheter, qu'elles n'aient été exposées sur dite place, à peine de confiscation des marchandises et de 25 livres d'amende, la cour de M. le châtelain devant être ouverte le matin du dit jour et celle du seigneur-gouverneur l'après-midi. Le sel sera débité ce jour-là et en d'autres jours le commis ne sera pas obligé d'en donner. Il sera défendu sévèrement à tous paysans et comparoissiens d'apporter aucune chose vendable ni à d'autres fins les jours de dimanche et fêtes, sinon qu'elles tombent un mardi, sous peine de confiscation et d'amende arbitraire. »

4. Le petit artisanat.

Les exportations de gros ou petits produits du sol ne doivent pas nous faire oublier la vente des humbles produits domestiques. Aux siècles passés, la plupart des familles disposaient de rouets et de métiers à tisser ; c'est aux marchés hebdomadaires et aux foires qu'elles vendaient l'excédent de leur toile, de leur laine ou de leur drap, ainsi que les tomes, cabris, agneaux, articles de vannerie et de boissellerie, outils agricoles, etc. Ce petit pécule leur permettait d'acquérir les denrées, épices, articles de mercerie, de poterie, de quincaillerie¹, nécessaires au ménage.

Chaque localité possédait le ou les maîtres d'état indispensables : tailleurs, cordonniers, charrons, tonneliers, tanneurs, menuisiers, char-

¹ Le mot de quincaillerie s'applique aussi aux objets de cuivre et non seulement de fer blanc inconnu alors.

pentiers, forgerons, serruriers, etc. ; dans les villages, cette profession était le plus souvent accessoire, la principale restant l'exploitation du rural. De nombreux patronymes dérivent des métiers exercés par un lointain aïeul : Cordonnier et Schuhmacher, Favre et Schmidt, Follonier, Hallenbarter, Marchand et Kaufmann, Moulin, Dumoulin, Monnier, Meunier et Müller, Pannatier, Pellissier (Peaussier), Pottier, Rouiller, Salamolard, Schlosser, Schnyder, Seiler, Suter (*sutor*), Tissières (autrefois Tissier), Taffiner, Tavernier, Wirth et Wirthner, Zimmermann, etc.

A Monthey, en 1382, on repère 8 établissements, soit 6 moulins, martinets, foulons, et 2 tanneries (constatons que les petits métiers manuels ne sont pas compris) ; en 1761, à Martigny-Bourg on en compte 7, à savoir : 1 teinturier, 2 tanneurs, 1 sculpteur, 1 sellier, 1 forgeron, 2 foulonniers. Mais ces chiffres, choisis au hasard dans deux localités bas-valaisannes, sont forcément relatifs et doivent concerner des exploitations d'une certaine importance ; sinon l'on s'expliquerait difficilement que la débâcle du glacier de Giétroz en 1818 emporta, sur le seul parcours de Lourtier au Châble, 41 établissements de forges, martinets, moulins, clouteries et foulons. Comme de juste, la capitale détient le record. En 1269 déjà, le Conseil de Sion édictait des règlements relatifs aux différents corps de métiers et leur interdisait de se concerter, de se syndiquer, aux dépens de leurs clients. Comme en 1343, il s'y était formé un syndicat de marchands italiens, une riposte des indigènes devenait opportune. C'est ainsi qu'à l'instar d'autres villes suisses, nous y voyons successivement surgir une confrérie de forgerons, chaudronniers et maçons (confrérie dite *des marteaux*) en 1466, des boulangers et meuniers en 1487, des bouchers, peaussiers, corroyeurs, tanneurs en 1512, des merciers et tailleurs en 1527, des selliers en 1672, des serruriers en 1641, et enfin celle des cordonniers. Ces corporations avaient pour but de revendiquer le droit exclusif de pratiquer leur profession et de protéger les bourgeois contre la concurrence des étrangers. Le salaire journalier d'un maître était de 3 batz, d'un ouvrier de 2 batz, d'un apprenti de $\frac{1}{2}$ batz.

Comme il est beaucoup question actuellement d'organisation professionnelle, voire de corporations, il m'a paru opportun de reproduire les principaux articles des statuts de deux de ces associations où, on le constate, domine la note religieuse¹.

Le 19 février 1512 se constituait à Sion la corporation des bouchers

¹ Voir aussi H. Evéquo : *Organisation communale de la ville de Sion*, 1925.

(*sodalitas laniorum*) ; les membres fondateurs, tous bourgeois de Sion et établis bouchers étaient Antoine de Alto Prato, Antoine Albi, Maurice Rubini, Thomas Vullienci, Martin Lambio, Nicolas Kalbermatten, Ginod Tavernerii, Barthélemy Brigant, Antoine Vuillermi, Barthélemy Tweiniger. Le but de l'association est pieux autant que professionnel, il est surtout question dans les statuts de candélabre et de cierges et les articles d'ordre profane sont l'exception :

5. Le candidat au métier de boucher doit payer un beau dîner à tous les bouchers habitant Sion et à tous autres appartenant à leur confrérie ainsi que le veut la coutume.
7. Il est tenu, avant de pratiquer son art, de fournir la garantie de son droit d'entrée en l'association, soit 40 sols.
9. Si l'un des confrères est en marché pour l'achat de bestiaux, aucun autre ne peut intervenir dans le marché pour son compte avant que le premier amateur n'ait renoncé à la bête, sous peine de 3 sols applicables au candélabre.
10. Il est convenu que si quelque candidat à la profession aille chez un autre maître pour apprendre son art, il est tenu de satisfaire aux procureurs du candélabre (de la confrérie établie devant l'autel de saint Antoine en la cathédrale de Sion), une livre de cire pour l'*intrade*, montant applicable à l'entretien du dit candélabre.

15 ans plus tard, soit le 2 juin 1527, s'instituait à son tour la confrérie des tailleurs et marchands de drap (*laudabilis tribus sartorum et mercatorum*) « pour la plus grande gloire de Dieu, l'utilité de la patrie et l'honneur de leur profession ». Les membres fondateurs en étaient : Nicolas Fidiger, ancien châtelain, Jacques Fabri, Hans Volli, Pierre Moser, Antoine Vuestiner, Antoine Venetz, Hans Mesmer, Hans Müller, Hans Silber, Hans Mutter, Hans Burginer, Hans Blanchet, Vincent Hecoz, André Hugon, Hans Furrer, Pierre Inhechen, Henri Ambort, Théodule Gibner, Etienne Tschugger, Michel Albi et Hans Vuistiner.

Comme la précédente, cette confrérie fonde un candélabre en l'honneur des 10.000 soldats (légion thébéenne ?) qu'elle choisit comme patrons.

Etrangers et bourgeois ne pouvaient exercer la profession sans passer un examen préalable devant les maîtres de la corporation qui avaient le devoir de dénoncer les délinquants au Conseil de la Commune.

Quiconque a l'intention de s'établir tailleur à Sion doit payer 20 sols mauricois d'entrée pour l'entretien du candélabre. Aucun ne pourra se fixer à Sion sans cette formalité (art. 6).

L'entrée dans l'association est interdite à tout tailleur accusé de quelque crime (art. 7).

Si un confrère prend un jeune homme en apprentissage, il doit payer 1 livre de cire en faveur du candélabre. Si l'un d'eux engage un employé pour un salaire convenu, aucun de ses concurrents ne peut, durant l'engagement, lui détourner

cet employé sous la même peine (art. 8). Même sanction est applicable à celui qui chercherait à intervenir, pour son compte, dans un marché auquel est mêlé un confrère.

Ces deux confréries étaient administrées par deux procureurs qui ne pouvaient se soustraire à leur mandat sous peine d'amende. Leurs membres prêtaient serment d'en observer les statuts¹, sous garantie de la totalité de leurs biens.

Les Messieurs de Sion se piquaient d'honneur de faire partie de chacune de ces confréries à titre d'encouragement. Le chef-lieu devait posséder aussi une *corporation des marchands-détaillants*, car vers 1775, la veuve de Jean-Ulrich Gugger, qui se prévalait d'en faire partie, réitérait au Conseil de la ville sa demande de privilège de la vente de fromage et de beurre.

En 1780, la *corporation des tailleurs* demande la confirmation des privilèges « qui lui ont été concédés par les ancêtres des Sédunois actuels », à l'occasion d'une plainte qu'ils portent contre un certain Fianzola qui exerce illégalement en ville de Sion la profession de tailleur. Elles survécurent jusqu'au milieu du XIX^e siècle, du moins celles des cordonniers, des marchands et tailleurs, des « marteaux », et leurs fonds relativement importants furent affectés en 1848 à l'instruction publique.

Des syndicats analogues existaient en d'autres localités ; par exemple, les rouliers de Martigny (ils étaient 40 en 1499) et de Brigue (214 en 1650). Même la vallée de Lötschen eut dès le XVII^e siècle ses corporations de forgerons et de poëliers. A Martigny et à St-Maurice, ailleurs aussi sans doute, sous l'égide des saints Crépin et Crépinien, les savetiers étaient groupés en corps pour la défense de leurs intérêts. Comme à St-Maurice ils avaient à se plaindre de la concurrence étrangère (*nihil novi*), ils demandèrent au Conseil (c'était en 1726) d'être déchargés du devoir de faire les souliers pour les pauvres. Pour châtier cette audace, le Conseil décida de résilier les obligations créées en faveur de leur confrérie et les cordonniers *habitants* furent invités à évacuer la ville, « s'ils ne cherchaient à rentrer en grâce ».

Dans cette même ville, les prétendus marchands et artisans savoyards et français y paraissent si nombreux qu'ils y fondent pas moins de trois confréries en l'espace de sept ans : de Saint Louis des Français (1762), des Savoyards (1763), et de Saint Amédée (1769) (ces deux dernières fusionnèrent par la suite), associations destinées à s'entr'aider

¹ Les originaux de ces statuts se trouvent aux archives bourgeoises de Sion et ont été traduits par le notaire Reymondeulaz.

et à faciliter entre autres l'apprentissage des enfants orphelins et nécessaires. Mais un coup d'œil sur les listes de membres permet de constater que la plupart sont ou d'anciens habitants perpétuels ou des bourgeois acclimatés depuis longtemps, tels les de Quartéry, de Bons, d'Odet, Bioley, Barman, Bertrand, et même d'authentiques francs-patriotes du Haut-Valais, tels les de Stockalper, de Werra, Amacker, Briantz, etc. La plupart de ceux-ci sont même des notaires ou fonctionnaires et non des commerçants ou artisans.

A titre de curiosité, rappelons le premier cas de grève connu en Valais. Lors de la reconstruction de la ville de Sion, après le désastreux incendie du 24 mai 1788, les ouvriers étaient recherchés, et par conséquent exigeants. Mécontents de leur salaire, les charpentiers de Paul Rieder et de Jean-Joseph Andenmatten quittèrent les chantiers et ne les réintégrèrent que sur l'engagement que la paie journalière serait portée de 7 à 9 batz.

Si certaines professions, telles celle de teinturier, représentée à Martigny par les Lucernois Michel et Pierre Kappel, naturalisés en 1670, à Monthey par les Guerratti puis les Gottsponner, etc., celle de foulonnier répandue dans la plupart des villages et souvent pratiquée conjointement avec celle de meunier ; celle de chapelier (par exemple la famille Lergien de Naters, le Savoyard Morand et le Français Robriquet à Monthey et le Français Dangreville à St-Maurice, etc.), d'autres, surtout celles de sellier, de charron, de maréchal-ferrant, revêtaient une importance bien plus considérable que de nos jours à cause de l'exclusif transport par route des voyageurs et des marchandises ; de plus, le mauvais état des chemins multipliait les réparations. Aussi les maréchaux-ferrants étaient-ils de vrais cumulards avant la lettre. Ils sont souvent à la fois forgerons, cloutiers, serruriers, couteliers, ferronniers, armuriers, voire arracheurs de dents. En 1482, Jean Scher, à Sion et Perret Catelani, à Sembrancher, tous deux forgerons, étaient aussi fabricants de lances. Matthieu Langenberger, reçu bourgeois de St-Maurice en 1696, était simultanément serrurier et horloger. Maître Jean Job, d'origine autrichienne, domicilié à Sion, s'étant spécialisé dans la fabrication d'armes, est admis gratuitement, en 1686, à la naturalisation valaisanne, « dans l'espoir qu'il fabriquera les fusils aux mêmes conditions que l'étranger ».

Quelques-uns de ces artisans étaient de vrais artistes, témoin les centaines de croix et de plaques tombales en fer forgé, ornement de nos cimetières, les crémaillères, les serrures et les ferrures, les rampes d'escaliers, etc., qui décorent nombre de nos maisons patriciennes. Avec celle

de maçon, qui répugna à tort et de tous temps aux Valaisans, la profession de maréchal était plutôt exercée par des étrangers, aidés par des ouvriers du pays qui les supplantèrent heureusement ou qui acquirent eux-mêmes le droit de bourgeoisie. Je relève, par exemple, au cours du XVIII^e siècle, à St-Maurice, les noms des Savoyards Cratin, Ducret, Mudry, et du Tyrolien Jacques Kuhn. Quant à Christian Warskotsch, je suis fort perplexe sur son origine. Ajoutons que le premier Tairraz de Martigny, venu de Chamonix vers 1540 déjà, que le premier Gaist, de Chamoson, venu du Wurtemberg vers 1770, et que le premier Holz, de Brigue, admis à la naturalisation valaisanne en 1651, étaient également forgerons.

* * *

On sait que l'évêque, puis les VII dizains à partir de l'épiscopat d'Hildebrand Jost, avaient le droit de frapper monnaie ; mentionnons parmi les maîtres-monnayeurs, avec atelier à Sion, Matthieu Meyer, avant 1600, Charles Marquis, admis à pratiquer en 1602, « sous réserve qu'il traite avec Sa Grandeur et ne frappe pas de monnaie de valeur inférieure à des creutzer et d'un aloi, titre et poids équivalents à celles de Berne, Fribourg, Soleure, Neuchâtel, etc. », et Adam Clauser, que l'Etat autorisa en 1628 à fabriquer pour 10.000 écus bons de monnaie.

* * *

A Sion encore, pratiquaient vers 1640-1650, l'orfèvre Jean Rosset, originaire de Bourgogne, et ensuite la famille Ryss, qui se prévalait du titre d'orfèvre de la ville et compta, au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, plusieurs générations d'artisans de talent.

Dès le XV^e siècle, le poinçon officiel garantissait l'origine et la qualité des innombrables coupes, plats, hanaps, et surtout gobelets, dont les Français fondirent plusieurs quintaux et emportèrent des dizaines de chariots lors des invasions de 1798 et 1799.

* * *

Au pays de dilection de la sémèze et de la channe, où aucune réception, aucune *marende*, aucun baptême ou enterrement, aucunes noce, élection, première messe, et autres réjouissances religieuses ou profanes ne se concevaient sans être copieusement arrosés, il paraît surprenant de ne voir signaler aucun potier d'étain avant 1800, et de déduire que les channes, gobelets, plats, soupicières, salières, bénitiers, etc., sortaient des ateliers de Genève et de Vevey avant que E. Cartel, Jean Alvazzi et Vincent

Varioli ne se fussent, à cette date, établis à Sion et à Martigny ¹. Notre amour-propre est sauf, car il n'en est pas ainsi. A la Diète de décembre 1642 déjà, — et rien ne prouve qu'il n'ait pas eu de devanciers, — Hans Zum Kämmi, fondeur d'étain, expose que beaucoup de fabricants de channes et de chaudronniers fondent, au lieu d'étain, du plomb qu'ils vendent à double prix. Comme franc-patriote, il prie la Diète d'éliminer ces brocanteurs et de réserver ce négoce à lui et à ses fils ; s'ils ne pouvaient livrer tout l'étain nécessaire au pays, ils s'engagent à procurer d'autres fournisseurs honnêtes. La Diète reconnaît ces abus et ordonne que nul ne puisse vendre des objets d'étain, sans l'estampille du maître-fondeur, sous peine de confiscation ; la tolérance maximum est de 17 à 18 livres de plomb par quintal d'étain fin (ce qui correspond à un tiers). Kämmi est chargé en outre du contrôle de l'étain dans tout le pays.

Un autre potier d'étain, Jean Surd, est signalé à Sion, en 1650 ².

* * *

Si les magnifiques sculptures sur pierre ou sur bois et surtout les stalles des cathédrales de Sion (1622-1623) et de Valère (1662-1663) sont l'œuvre de maîtres étrangers, surtout allemands, — les Henri Knecht, Michel Pfauw, Koller, Barthélemy, Rueff, Miller, Mégelin, Studer, Hornung, dont les quatre premiers au moins acquirent la naturalisation valaisanne, et dont quelques-uns contribuèrent aussi à la décoration du château Stockalper à Brigue, — leur exemple inspira, stimula plusieurs Haut-Valaisans qui ne tardèrent pas à atteindre à leur tour à la maîtrise. Il suffit de mentionner les Lager, les Leser, la lignée des Ritz à Reckingen, les Imhof, Hausmann, Gumpisch à Niederernen, les Mattig à Mörel, les Sigristen à Brigue, les Siegen et les Murmann à Lötschen, sans omettre, dans le Bas-Valais, les quatre générations des Meyenberg, natifs du Wurtemberg et agrégés à la bourgeoisie de Martigny en 1672. La plupart des autels baroques de Naters, de Mörel, de Münster, de Reckingen, etc., et plusieurs autres dans les cantons primitifs, par exemple à Stanz, attestent leur bon goût et leur dextérité ³. L'ex-Père jésuite Joller, qui devint curé de Gondo et étudia

¹ Article de M. Gustave Bosshard dans la *Revue suisse d'archéologie*, 1939.

² Dans son ouvrage : les *Potiers d'étain en Suisse romande* (1931), Ernest Naef signale encore en Valais, au début du XIX^e siècle, les fondeurs Giuseppe Maciaco et les frères Possa, qui firent souche.

³ Si je ne mentionne ni Jacques Malacrida, auteur du magnifique plafond de la maison Supersaxo, à Sion (1505), ni les frères Alexandre, Jean et Pierre Mayer qui sculptèrent les stalles de l'Abbaye de St-Maurice, ni d'autres maîtres artistes, c'est d'abord à cause de leur origine étrangère, ensuite parce qu'ils n'ont fait que passer en Valais et enfin parce que ce travail a une portée populaire plutôt qu'artistique.

le mouvement de la Renaissance en Valais (1889), révèle une confiance qu'il reçut de l'antiquaire lucernois Bossard qui, pendant de longues années, acheta des antiquités en Valais. M. Bossard lui avouait qu'il n'avait trouvé nulle part ailleurs en Suisse de tryptiques, de peintures, de sculptures d'une facture mieux finie, sans parler des bahuts, statues, vitraux, objets forgés, etc. Les collections du Musée national à Zurich confirment ce flatteur commentaire. Dans son ouvrage sur *l'Art rustique en Suisse*¹, Daniel Baud-Bovy rend également à plusieurs reprises hommage à la main-d'œuvre valaisanne des XVII^e et XVIII^e siècles.

Rapprochons de ces artisans, vrais artistes, sur bois, les charpentiers qui, avant la mode des constructions en pierre introduite au XVII^e siècle, édifièrent ces superbes chalets en bois, si bien assortis au paysage et qui excitent encore l'admiration des touristes qui parcourent les vallées d'Illiez, de Lötschen et de Conches. S'inspirant des maîtres oberlandais, les frères Alexandre et Aloïs Murmann, puis les Imseng et les Kalbermatten se sont en particulier distingués à Kippel et dans les autres villages du Lötschenthal.

D'autres charpentiers, entre autres Pierre Burtin et François Rouiller, de Martigny, construisirent ces pittoresques ponts couverts qui défient les siècles et évoquent tant de souvenirs : ponts disparus et remplacés de Brigue, de Loèche, de Riddes, de Trient, ponts survivants de Viège, Martigny, Monthey².

* * *

Dans un autre domaine, il convient de rappeler sommairement, puisque les collaborateurs de la *Maison bourgeoise en Suisse*³ ont déjà signalé, avec toute la compétence requise, les édifices les plus remarquables de la vallée du Rhône, le nom du *meister* Ulrich Ruffiner, originaire de Premosella, près de Domodossola, arrivé vers 1480 et vite acclimaté en Valais où il acquit la bourgeoisie de Rarogne. Ce maître-maçon s'imposa par ses capacités et devint peu à peu plus ou moins « l'architecte cantonal » (avant la lettre) de l'époque. On lui doit la

¹ Londres, 1924.

² Signalons à ce propos la perpétuité de certaines professions dans une même famille : à St-Maurice, par exemple, les Dirac exercent sans interruption celle de menuisier depuis deux siècles.

³ Vol. XXVII. *Le Canton du Valais*, 1935.

construction de l'ossuaire de Naters, la restauration des églises de Rarogne, de Gliss et de St-Théodule à Sion, des réparations importantes au pont et au château de St-Maurice, la construction de plusieurs ponts en pierre, etc. Les descendants d'Ulrich continuèrent son œuvre au moins pendant quatre générations, puisque sont connus son petit-fils Pierre et ses arrière-petits-fils Chrétien et Jean qui furent admis au franc-patriotage en mai 1643 en même temps que leur associé Matthieu Eberhard, de Thurgovie, venu en Valais vers 1570. Les uns et les autres ont bâti de nombreuses églises et des maisons particulières en maçonnerie.

En 1782, le maître maçon, par ailleurs architecte-entrepreneur, Jean-Joseph Andenmatten, de Saas-Fee, demande au Conseil de Sion l'autorisation d'exercer sa profession en cette ville. Il expose qu'il a appris « par autodidactisme » les règles et principes de l'architecture, qu'il a étudié à fond les trois ordres dorique, ionique et corinthien et examiné attentivement les églises du Haut-Valais. Sa requête dut être agréée, car ce maître rebâtit de nombreux édifices de la capitale après l'incendie de 1788 et construisit l'église de la Trinité ou des Jésuites ou du Collège également à Sion entre 1806 et 1809. En cette dernière année, on lui confiait la construction de l'église de Saas-Balen¹, achevée en 1812.

* * *

La profession de tanneur était l'une des plus répandues et pour cette raison l'une des seules mentionnées dans le rapport de la Préfecture du Simplon en 1812, mais les 46 inscrites (sur les 85 réparties dans la vallée du Rhône) « fournissent des cuirs de médiocre qualité, nonobstant la grande quantité des peaux mises en vente et la facilité à se procurer du tan et celle de tanner des emplacements convenables ».

De son côté, dans sa *Description du Département du Simplon* (1812), le Dr historien Schiner observe « que les Valaisans exportaient et vendaient bon marché les peaux *brutes* et les rachetaient *tannées* fort cher ». Et pourtant les tanneurs, peaussiers, mégissiers, blanchisseurs du pays étaient nombreux, mais ils se heurtaient à la concurrence souvent déloyale des colporteurs et exportateurs étrangers au pays. Etant donné l'importance relative de cette industrie, j'estime convenable de lui accorder dans mon exposé une place plus étendue qu'aux autres, tout en me bornant à quelques exemples suggestifs.

¹ Elle est décrite en détail par le Dr Hauser dans son ouvrage : *Die Kirchen des Saasthales*, 1923.

Antoine de Marcelli et consorts sollicitent de la ville le droit de bourgeoisie pour de Marcelli, ainsi que le privilège de la tannerie et de la teinturerie à Sion et la location des locaux à leur société. Il leur faudrait l'eau du moulin pour entraîner les calandres et les prairies pour l'étendage des peaux soumises au blanchiment par le soleil. La calandre devrait être réparée au plus vite, car ils ont plus de 400 peaux à calandrer en 15 jours. Ils prévoient l'objection du Conseil qu'aucun tanneur n'a fait fortune à Sion, et qu'il serait risqué de se lancer dans de nouveaux frais, mais l'insuccès des tanneurs sédunois provient de ce qu'ils ne calandraient rien au métier, qu'ils s'adonnaient à la paresse et ne savaient pas se débrouiller pour l'écoulement de leurs produits, tandis qu'eux « ils possèdent toutes ces qualités éminentes » (septembre 1763). Il serait intéressant de savoir si la réponse du Conseil fut affirmative ou négative. Quoiqu'il en soit, cette concurrence étrangère, à qui l'audace et le toupet ne manquaient pas, rendait la vie dure aux tanneurs indigènes.

Ainsi en 1766, les tanneurs Joseph Waleran et Adolph Ambrester (Armbruster ?) signent une supplique à la ville de Sion, lui signalant que des marchands non établis se permettent d'acheter journallement des cuirs et des peaux, dont la plupart n'ont pas été tannés en ville, en violation des prescriptions du Conseil. Celui-ci communiquait (18 juin 1766) aux tanneurs Waller et Joseph Leser, que le droit de traite foraine se perçoit sur les peaux et cuirs vendus par les tanneurs de la ville comme par les étrangers. Les Italiens peuvent, contre consigne d'une livre au syndic, acheter leurs peaux et cuirs au détail *au marché* de la ville, mais il leur est interdit d'entrer dans les maisons ou de se poster au portes de la ville, en quel cas les produits achetés sont soumis à la traite foraine.

Une supplique particulière du susdit Joseph Leser, dont Waleran se porte caution, caractérise les obstacles qui entravaient le commerce régulier. Il discrédite son concurrent, Michel Mertz, « qui est parjure et hypocrite », tandis que lui-même mérite seul la protection officielle. S'il a échoué dans le commerce de draps, s'il est tombé dans les dettes, il s'est réhabilité en entreprenant le commerce des peaux, aussi est-il plus digne que Mertz du privilège du blanchissage et du tannage des peaux de la ville. En lui retirant ce privilège au bout d'un an, le Conseil lui a « ôté le pain de la bouche » et mis dans l'impossibilité de satisfaire ses créanciers.

Vers la même époque (1776) deux Italiens, Jean Rosconi et Joseph Pianzola, commerçants en cuirs, reçoivent l'interdiction du Conseil et

de la ville d'acheter peaux et cuirs aux marchés publics, parce que les Italiens, pour éviter le droit de traite foraine, avaient imaginé d'acheter directement les veaux, de les abattre, de les écorcher et de porter les peaux aux portes de la ville à d'autres Italiens. A cette mesure ils répliquent entre autres que cette défense ne sera d'aucun profit pour les tanneurs du pays, aussi longtemps que les Savoyards pourront acheter peaux et cuirs en ville de Sion.

En 1757, le Français Pierre Pouget s'installe comme tel à Orsières et trois au moins de ses descendants continuent la tradition.

En 1765, c'est le Fribourgeois Murith, père du chanoine Laurent, naturaliste, qui, établi à Sembrancher, demande et obtient de la Diète d'acheter tous les cuirs au prix courant de la concurrence des pays voisins.

En 1775, c'est au tour de Pierre Pignat, de Monthey, d'obtenir de la Diète le privilège exclusif d'acheter les peaux et cuirs dans le gouvernement de Monthey, « à la condition de les payer un prix raisonnable et de bien travailler sa marchandise ». Simultanément avec Pignat, travaillait à Monthey Gaspard Bertrand qui s'y fit une situation enviable.

En 1797, Jean-Ignace Sarrazin, d'Orsières, « muni de bonnes attestations », obtenait l'autorisation de s'établir à St-Maurice¹ où il fonda une lignée de quatre générations de tanneurs.

5. Du colportage au commerce national fixe.

N'ayant pas l'esprit mercantile et faisant de nécessité vertu, nos ancêtres pratiquaient surtout celles de la simplicité et du mépris de l'argent. Vous connaissez sans doute l'historiette typique rapportée par Zurlauben et reproduite par le doyen Bridel : Un prince milanais, Melci, offrait 100.000 écus comptant pour l'exploitation à ses risques et périls de la mine d'or de Gondo pendant 30 ans. La Diète répondit négativement, car « si l'entreprise échouait, nous aurions du remords à ruiner un brave homme ; si elle réussissait, cet argent exciterait contre nous l'envie et la cupidité des voisins »². En 1574 déjà, Simler écrivait des Valaisans : « *Mercaturas non magnas faciunt, sed res quibus abundant exportant et necessarias domum reportant.* » Dans le contrat entre le Sénat de Sion et le Général des Jésuites au sujet de l'admission des

¹ En 1754 y pratiquait ce métier Philippe Francibo.

² Cette historiette ne pourrait bien être qu'une légende, car je n'en ai pas trouvé de trace dans les recès de la Diète.

Pères, le premier opposait aux exigences du second cette restriction : « *Quia is est universalis apud nos commercii et negotiationis defectus...* »

Rassurons-nous. Cette mentalité n'était pas particulière à notre canton ; dans son *Etat de la population du Pays de Vaud* (vers 1740), Loys de Bochat indiquait comme cause principale de la dépopulation et de l'émigration « la nullité du commerce et de l'industrie, et par conséquent la cherté des choses de première nécessité ». Et le *Socrate rustique*¹ affirmait encore en 1777 qu'« il n'y a que l'agriculture qui puisse assurer un bien-être durable et indépendant ».

Les marchés et les foires d'une part, les immigrés lombards d'autre part, représentaient donc jusqu'au XVII^e siècle, le gros sinon l'essentiel de notre commerce de détail. Mais nous ne pouvons passer sous silence l'importance du colportage, pratiqué par les mêmes Lombards, surtout du Gressonay, de Domo et de la vallée d'Aoste. Leurs abus et méfaits contraignirent la Diète à des ordonnances dont la fréquence et la rigueur n'ont d'égale que leur inefficacité. L'entêtement des uns l'emportait de beaucoup sur la patience des autres. Comme l'examen détaillé des recès sur ce sujet m'entraînerait trop loin, je ne relèverai et résumerai que les principaux :

Il est décidé sous peine de 3 livres au juge, que tous les détaillants (*Krämer*) étrangers se trouvant en Valais ne peuvent circuler de maison en maison, mais ne peuvent étaler leurs marchandises que dans les principales localités et sur les places publiques (Diète, décembre 1511, avril 1542, décembre 1543).

Des colporteurs (*Knugler*) et marchands (*Lubitschete*, *Byancker*), porteurs de pierres (probablement de *molettes*, pierres à aiguiser les faulx) et d'autres objets, circulent dans les endroits écartés en trompant gravement les naïfs paysans, femmes et enfants dans leurs ventes et achats. Il leur est enjoint de ne s'arrêter que dans les localités principales et sur les places publiques (Diète, décembre 1548 et 1551).

Sur motion du dixain de Loèche, tout négoce est interdit aux marchands étrangers qui n'ont pas domicile en ce pays, avec femme et enfants, ainsi que cela a été prescrit précédemment (Diète, mai 1789).

Les Diètes de décembre 1552 et 1553 autorisent tous patriotes à exiger de ces étrangers la restitution au prix d'achat de tous comestibles et autres produits achetés aux indigènes. Celles d'août 1554 et 1555 leur donnent 15 jours pour évacuer le pays, « à l'exception de ceux qui tiendraient boutique publique dans le pays et vendraient de la bonne marchandise à prix équitable ». — « Défense à tous ressortissants des vallées lombardes de revenir exercer leur négoce en Valais sous peine de confiscation de tous leurs avoirs. »

¹ Lausanne, 1777.

Et les arrêtés se succèdent à une cadence accélérée pour aboutir à un résultat négatif, puisque les gouverneurs du Bas-Valais doivent les renouveler, par exemple à St-Maurice les gouverneurs Andenmatten en 1748 et Dallèves en 1790 :

« Art. 17 (respectivement 8) : Il est défendu à tous merciers portant caisses et paniers de vendre secrètement dans les maisons et de rôder de village en village, comme ceux qui n'auraient pas de nous la permission de ne vendre qu'en public les jours de foire et marché seulement, sous peine de 25 livres d'amende.

Art. 19. Il est défendu à tous marchands non habitués dans l'endroit ou n'ayant point de boutique, d'étaler leurs marchandises les jours de fêtes et dimanches, sous peine de 25 livres.

Art. 20. Il est défendu à tous marchands, tant de l'endroit qu'autres, de vendre des marchandises avant la fin des offices divins, soit avant midi, sous peine de 25 livres. » Etc.

* * *

Si vous n'êtes pas à bout de patience, abordons sommairement la phase nationale — suisse et valaisanne, pourrait-on dire — par opposition à la phase étrangère, lombarde d'abord, et plus tard savoyarde, surtout dans le Bas-Valais. Elles ne sont certes pas délimitées, tranchées. Mais la transition se dessine, s'accroît insensiblement plus par l'assimilation souvent intéressée des immigrés et leur fusion par mariage avec les arborigènes, que par conversion de ceux-ci. Qu'importe ! Un commerce local, ou du moins régional, fixe, stable, sédentaire, tend à s'implanter et à se substituer aux *Casanes* et surtout au funeste colportage. Si le Valaisan, à l'exception de la capitale, et le Bas-Valais plus encore, réduit à une sujétion qui lui rognait les ailes et enrayait tout essor, n'est pas encore mûr pour un rôle très actif, l'élément exotique agira sur lui, peut-être involontairement et comme à son insu, à la façon d'un levain, et le tirera plus ou moins de sa longue et profonde torpeur. La réflexion faite pour l'artisanat et l'industrie se répète pour le commerce. En 1812, le Dr Schiner, déjà cité, écrivait ces lignes : « Le commerce n'a point de charme pour le Valaisan, ou plutôt le Valaisan n'a point d'intelligence pour le commerce. Tous (hum ?) les négociants du Valais sont Savoyards, Français et Italiens, qui ne manquent pas d'acquérir des richesses. »

Cette affirmation est trop absolue et exige une rectification en ce sens que les Haut-Valaisans, chauvins à l'extrême, s'entêtaient à traiter d'étrangers des citoyens d'origine étrangère, mais souvent agrégés de longue date à une bourgeoisie valaisanne sans avoir acquis le franc-patriotage, puisque pour obtenir celui-ci, il fallait habiter le Haut-Valais.

Ainsi dans la première moitié du XVII^e siècle, sur une vingtaine de marchands domiciliés et identifiés à St-Maurice, deux tiers au moins sont bourgeois, quelques-uns il est vrai de fraîche date : les de Bons, Défago, de Prat ou Duprat, Favrat, Aymonet, etc.

Louis-Alexis de Bons, qui étendait le rayon de sa clientèle jusqu'à Leytron, Riddes, Bagnes, Bourg-St-Pierre, était bourgeois dès 1625. Également bourgeois Pierre Favrat, † 1656, « riche marchand », dont la fille épousa Claude de Bons. Son fils Louis, commerçant d'abord à Sion, s'établit par la suite à St-Maurice où il meurt en 1719. La famille Peney, dont deux ou trois membres tinrent boutique, native de Boudiguin (Burdignin ?, Bourdigny ?), acquit la bourgeoisie en 1750.

A Martigny, les familles Piamont, Tairraz, Ganiot, etc., qui gagnèrent fortune et influence grâce au commerce, étaient bourgeoises respectivement depuis 1464, 1574, 1780. Et les Ducrey, encore existants, l'eussent été aussi vers 1770 déjà, si le premier, Joseph-Marie, n'avait fait de mauvaises affaires, accident dont ses descendants se sont depuis longtemps rétablis. En 1719, à Martigny encore, c'était un authentique Valaisan, un Jost, d'Ernen, mercier, qui bénéficiait de la concession exclusive pour la vente des tabacs et des dentelles.

Sur les seize boutiquiers signalés à Martigny-Bourg en 1764, la plupart sont des bourgeois ou en passe de le devenir.

A feuilleter les registres des *Abscheids*, il est aisé de constater que la plupart des candidats admis au franc-patriotage — celui-ci supposait une agrégation antérieure à une bourgeoisie — sont des commerçants ou industriels. A titre de curiosité, relevons que l'un ou l'autre gravirent avec autant de rapidité que d'habileté l'échelle sociale : le père du grand-baillif comte d'Augustini, qui tint un rôle politique de premier plan au début du XIX^e siècle, n'était qu'un simple colporteur, originaire de Macugnaga, qui parcourait les villages en offrant de vulgaires aromates : fèves (probablement de Tonco), laurier, muscades...¹

L'invasion française et les guerres de l'Empire ralentirent momentanément un mouvement que la construction de la route du Simplon aurait normalement amplifié. L'exode des étrangers et les victimes des deux invasions françaises réduisirent la population valaisanne de 90 100 en 1760 (recensement paroissial) à 60 051 en 1802. Le gouvernement ayant alors imposé une taxe sur les professions industrielles et commerciales, les répartit ainsi : 258 personnes sont occupées dans le commerce, 256 dans l'alimentation (meuniers, boulangers, bouchers), 186 dans

¹ Mémoires manuscrits du Dr Joseph Kämpfen, de Brigue, † 1854.

l'hôtellerie, 148 dans l'artisanat, 103 dans les carrières libérales¹, et, pour tout potage, 2 établissements industriels seulement. Le reste de la population consiste en laboureurs et cultivateurs. Et le rapport du Conseil d'Etat à la Diète, le 8 octobre 1802, affirme « que toutes les richesses du pays consistent dans le commerce des bestiaux et fromages ».

* * *

Ces notes auraient un intérêt double si elles étaient accompagnées de justificatifs : Recès des Diètes, décisions des conseils communaux, ordonnances des gouverneurs, et surtout de contrats, factures, inventaires, livres de comptes et de *raison*, indiquant les prix des marchandises et les salaires. J'en ai recueilli quelques centaines des XVII^e et XVIII^e siècles que j'ai mis à la disposition de la *Chambre de commerce valaisanne* au cas où elle s'aviserait de créer un jour un musée industriel valaisan.

L'inventaire d'un magasin de St-Maurice fait en 1747, comporte en draps et tissus (drogué, flanelle, cadis, milaine, ratine, pierlate, triège, velours, limoge, toiles, basin) : 825 fr. (suisses), 6 sols, 13 deniers ; en articles confectionnés (bas, dentelles, tabliers, mouchoirs, bonnets, gants) : 119 fr., 8 sols, 3 deniers ; fils, laines, mercerie, rubans, boutons : 146 fr., 3 sols, 30 deniers ; crochets, couteaux et tabatières : 49 fr., 14 sols, 16 deniers ; clouterie : 14 fr., 1 sol, 5 deniers ; 18 livres de sucre blanc, 5½ de sucre d'orge ; 6 chapeaux, 2 paires de guêtres, 2 miroirs, 2½ paquets de cordes de violon ; 6½ onces de gingembre ; 12 paquets de fleurs de muscade, 1¼ once de safran ; 22 meules de faulx, 2 livres de savon. Le total se montait à 1600 fr. suisses environ, soit 2400 fr. de notre monnaie.

Les locaux étaient à l'avenant du montant de l'inventaire et du chiffres d'affaires. Les devantures cintrées dépassaient rarement cinq pieds de largeur sur moins encore de hauteur. Le sceptique n'a qu'à considérer les rues de Tourtemagne ou de Martigny-Bourg et la lignée des maisons faisant face à l'ancienne place de Sembrancher.

La vente se faisait presque exclusivement à crédit et il n'est pas rare de voir des factures concernant des marchandises livrées au cours de 3 à 4 années.

De telles conditions de vente supposent ou une fortune personnelle suffisante, l'exploitation accessoire d'un train de campagne, ou une

¹ Le clergé n'est pas compté.

marge de bénéfice appropriée. Il ne faut pas s'étonner si la Diète en arrivait, *pro forma*, selon la tradition valaisanne, à publier, « vu que des marchands surfaisaient leurs prix des deux tiers et même davantage », des décisions de ce genre :

« Dans deux récès les marchands ont été avisés de ne pas surfaire leurs prix, mais sans résultat. Ordonné qu'ils doivent présenter aux bannerets et juges d'en Haut et d'en Bas de la Morge les factures authentiques et signées par notaire de toutes les marchandises qu'ils vendent. Les dits feront une inspection et un inventaire des marchandises et éventuellement scelleront et fermeront les boutiques de ces *Juifs baptisés*. » (Diète du 23 mai 1638).

6. Embryon de fonderies, manufactures, fabriques, etc.

La doyenne de nos industries est sans contredit l'atelier de *pierre ollaire* à Zermatt, qui façonnait pots, cruches, récipients, lampes, poids d'horloge, bénitiers, baptistères, et qui remonterait aux premiers temps du christianisme, voire à l'âge de la Tène¹. Des fabriques de fourneaux de cette matière existaient et existent encore à Bagnes, Evolène, Löt-schen, Saas, Ernen, et en plusieurs autres localités. Besson² entendit que l'un d'eux, à Liddes, porterait la date de l'an 1000³.

* * *

De hauts-fourneaux se trouvaient au moyen âge à Schmiediegen-häusern. (d'où le nom de ce hameau), pour exploiter les minerais de fer de la vallée de Binn, de Feldbach et de Helsen.

D'une façon générale, il existait des *fonderies* à proximité des principales mines ; elles étaient même aussi nombreuses que... déficitaires : « En Valais, notait le banneret de Vantéry dans ses mémoires, quand on a découvert une mine, on commence par construire de grandes installations, et celles-ci terminées, on s'aperçoit qu'il n'y a pas de minerais. »

L'Etat possédait des fonderies (*Schmiedehütten*) à Bagnes. En 1546, des gens malveillants, pour ne pas dire le défaut de surveillance et d'entretien, leur causèrent de graves dégâts, et la Diète désigna le châtelain de Riedmatten comme administrateur pour procéder aux réparations, qui n'étaient pas terminées en 1550.

¹ Meyer : *Zermatt in alten Zeiten*.

² Besson : *Manuel pour les savants et curieux qui voyagent en Suisse*, 1786.

³ Sur ces objets en pierre ollaire ou serpentine, je renvoie aux études de M. François de Preux, qui fut le premier à leur attacher la valeur qu'ils méritent et à les collectionner, dans les *Annales valaisannes* (1941) et de M. l'Abbé Mariétan dans le *Bulletin de la Murithienne* (1942).

A part cette usine, se trouvaient à Bagnes des forges spécialisées dans la fabrication de piques et actionnées probablement par les eaux de la Dranse. En février 1555, la Diète charge Henri In-Alben, châtelain de Sion, d'acheter au nom de l'Etat « ces piques si bonnes » pour les répartir entre les dixains.

On identifie dès le XVII^e siècle des fonderies à Selkingen ; à Mörel (plomb), reconstruites en 1632 par le vice-châtelain Pierre Bodmen ; à Brigue, emportées en 1637 par une inondation après 30 ans d'exploitation ; à Ganter, lesquelles dépérissant faute de direction, furent placées par l'Etat en 1615 sous la direction du châtelain Kuonen, mais ce n'est que dans les mains de Gaspard Stockalper qu'elles connurent une certaine prospérité ; à Viège encore, où l'ancien grand-baillif In-Albon exploitait les minerais de cuivre.

Dans le Bas-Valais, à côté de celles de Bagnes, on pourrait citer au XVIII^e siècle celles de Riddes, d'Ardon, des Valettes. Le fondateur de la fonderie du Broccard serait la famille Piota, encore existante à Martigny et Monthey, originaire d'Ambri Piota au Tessin et venue à Martigny pour exploiter les minerais du Mont-Chemin. La fonderie des Valettes utilisait les pyrites du Mont-Chemin et appartenait à une société genevoise qui occupait une trentaine d'ouvriers. Détruite par l'inondation de la Dranse en 1818, elle fut remplacée par celle que le Genevois Dumarteray établit peu après à St-Gingolph¹. Mais la question se pose si cette localité n'héritait pas peut-être de la fonderie d'acier établie au Château de St-Maurice par le comte Jacques de Quartéry, à qui la Diète accorda pour 15 ans le privilège exclusif de cette fabrication, « pour le motif qu'il faut toujours encourager les branches d'industrie », et dont la durée fut éphémère. Le considérant de l'autorité cantonale est néanmoins bon à retenir pour sa nouveauté ! La bienveillance officielle s'étendit à l'usine de St-Gingolph qui bénéficia de la dispense des droits d'entrée sur les matériaux.

Autres furent les dispositions de la commune de Vouvry à l'égard d'un M. Thelusson de Genève qui y avait établi une forge à faulx. Elle le molestait, paraît-il, d'impôts excessifs, et la victime de cet arbitraire se plaignit à plusieurs reprises à la Diète qui, en 1703, donna l'ordre « d'y remédier ». Thelusson mourut peu après (1706), et c'est un M. Meynier de Vevey qui sollicitait de la Diète l'autorisation de continuer l'exploitation, autorisation qui lui fut accordée « à vie seulement ».

* * *

¹ On y fabriquait des clous, des chaînes, du fil d'archal. Le bâtiment continue à porter le nom de *Martinet*.

Déjà au XV^e siècle on fabriquait à St-Gingolph une *chaux hydraulique* avec les pierres éboulées du massif de la Chaînéaz. Le 22 août 1529, les trois frères Chevallay de Bret s'engageaient à livrer 50 muids de bonne chaux sur la rive du lac. Dès le début, cette exploitation fut exonérée de toute taxe.

En 1733, Etienne Derivaz, châtelain, constituait un consortium de 8 membres pour créer un établissement concurrent, de courte durée. Cette industrie n'en prit pas moins une certaine extension, et fut finalement réglementée par le conseil en 1786¹.

* * *

A le voir dresser ses chalets brunis dans un frais décor de verdure, qui soupçonnerait le village de Reckingen en Conches de recéler l'un de nos plus anciens, puisque près de cinq fois centenaire, de nos établissements industriels ?

C'est une *fonderie de cloches* créée et exploitée de père en fils dès le XV^e siècle par la famille Walpen, originaire de Binn, et dont les produits s'exportèrent jusqu'aux Grisons comme en témoignent les inscriptions sur les cloches de Tavel (1480), de Tschamut et de Rueras². Elle fondait en moyenne 5 à 6 cloches par an.

La dynastie Walpen fabriquait aussi des *horloges d'église*, des *candélabres de cuivre*, et sans doute aussi — c'est, paraît-il, le seul vestige actuel de cette ancienne splendeur — des sonnettes de vaches dont la race concharde n'aurait pu se passer.

Une cloche de la cathédrale de Sion remontant au XVI^e siècle aurait été fondue, d'après son inscription, à Bagnes par un Perraudin.

Un Hildebrand Provenco, orfèvre et fondeur de cloches, est reçu bourgeois de Sion en 1682.

Remarquons à ce propos que les clochettes de vaches de Conches et plus tard de Chamonin sont fondues, coulées en bronze, tandis que les toupins de Bagnes, dont la famille Oreiller a la spécialité depuis bientôt deux siècles, sont confectionnés avec du fer battu et rivé³.

* * *

¹ Abbé Chaperon : *Monographie de St-Gingolph*, 1913.

² Voir l'article *Reckingen* publié par le Rév. Abbé Briw, dans *Blätter aus der Walliser Geschichte*, 1930.

³ « La sonnaille bagnarde se distingue par un battage de la tôle au martinet suivi d'un brassage de la pièce dans une coque de terre glaise qui lui donnent un son robuste et d'une portée lointaine. » (Louis Courthion : *Bagnes-Entremont-Fermes*, 1902.)

En 1623, un certain Michel Pfauw, d'origine souabe et naturalisé Valaisan par la suite, charpentier et fabricant d'orgues, était appelé à réparer les orgues de la cathédrale de Sion. En 1652, nous le retrouvons, lui ou son fils porteur du même prénom, au service de Gaspard Stockalper ; c'est probablement de ces Pfauw que la susdite famille Walpen et celle des Carlen apprirent le procédé de la fabrication d'orgues. En 1762, les facteurs d'orgues J.-A. Carlen et Jean Walpen refont les orgues de l'église de Naters (15½ registres) pour le prix convenu de 80 doublons, soit environ 1300 fr. Les Carlen, à qui l'on doit entre autres les instruments de Gliss et de la cathédrale de Sion (1770, 1774), essaimèrent et fondèrent des filiales à Gluringen, à Gliss, à Viège, à Lucerne et même en Amérique. Sur les 150 orgues qu'ils construisirent dans le pays, une cinquantaine sont encore en usage.

* * *

La verrerie de Monthey est une des industries dont ce bourg se glorifia et bénéficia le plus ; son succès (et la politique s'en mêlant) lui valut même une concurrence momentanée. Aujourd'hui, hélas ! l'une et l'autre n'existent plus qu'à l'état de souvenir et leur résurrection est exclue.

Celles qui les précédèrent éprouvèrent plus encore la passagèreté (pardon pour le néologisme) des choses d'ici-bas. A la Diète de décembre 1553, se présentait un Autrichien s'offrant de fabriquer de bons verres à boire et autres récipients, et quémandant une subvention pour la construction et le lancement d'une usine ; il présentait pour caution Pierre Zengaffinen. Sa démarche fut, selon l'usage, renvoyée au referendum des communes et j'ignore si elle aboutit, et, plus encore, où ce verrier installa ses fours.

Serait-ce à Sierre ?

Dans les comptes de la famille de Quartéry, de St-Maurice, je découvre deux transports à la *verrière* de Sierre, en 1716.

Je possède par contre des renseignements plus précis sur l'initiative d'un membre de cette famille, le châtelain Jacques de Quartéry, qui en 1762 vendait une propriété familiale à Ottans, en amont du Trient, aux frères Alexis et Joseph Schmidt, de Franche-Comté, pour la création d'une *verrière* à laquelle il s'intéressa comme bailleur de fonds.

Cette entreprise connut une certaine prospérité entre 1766 et 1770, où son personnel compta jusqu'à 40 ouvriers. Elle exportait ses produits dans les pays de Vaud, de Gex et en Savoie, mais elle périclita

bientôt et fermait ses portes en 1778. L'immeuble fut occupé plus tard (1812-1820) par une fabrique de draps, également éphémère.

La verrerie d'Ottans moribonde fut remplacée par une entreprise similaire à la Porte du Scex ; j'ai en effet en mains une convention du 16 octobre 1784 par laquelle les sieurs Betot et Oudry se chargent d'acheter et de faire valoir la dite verrerie ; ou plutôt, de reprendre de ses créanciers, ce qui suppose un échec, pour la somme de 20.000 fr., dont seuls les intérêts au 5 % seront payés pendant 3 ans à titre d'essai, « la verrerie et ses dépendances, bois, matériaux, outils et généralement tout ce qui en dépend ». Ils ne font ces conditions « que parce qu'ils n'ont pas trouvé la verrerie dans l'état qu'on leur avait dépeint, qu'elle est totalement discréditée et qu'il y faut faire des réparations et améliorations considérables avant que de la faire rouler... »

* * *

A propos de Diète et de *draps*, le lieutenant Georges Zen Züenen exposait dans un mémoire à la Diète de décembre 1674, que la plupart des négoce étaient dans notre patrie et à son grand détriment, abandonnés aux étrangers, surtout celui de la fabrication du drap. Le monopole de l'achat exclusif de la laine lui est accordé pour 20 ans. En outre, la haute assemblée approuve le projet de statuts de la société (*Zunftordinanz*) qu'il lui a présenté.

Sauf erreur, cet établissement se serait fixé à Naters ou Bramois.

* * *

En mai 1614, un négociant lombard, recourant à un argument semblable, exposait à la Diète que de par sa situation topographique, le Valais se prêtait à des entreprises avantageuses pour le pays. Il lui proposait donc d'établir à Naters une *imprimerie, papeterie, librairie (Trakterei)* pour éditer toutes sortes d'ouvrages religieux et profanes, approuvés par les autorités ecclésiastiques et civiles. La concession fut accordée pour 15 ans avec interdiction de ramasser les chiffons dans le pays, ce qui suppose que ce monopole avait été accordé à la papeterie de Vouvry, déjà existante et encore debout, et dont les premiers produits filigranés datent de 1639, alors qu'un voile épais recouvre son émule de Naters¹. Il n'y a rien d'étonnant à y voir intéressé, à titre de propriétaire en 1664, Gaspard Stockalper, qui la loue pour dix ans

¹ Une nouvelle fabrique s'y établit de 1823 à 1881.

au maître Jacquemet de Thonon, avec ses dépendances et privilèges octroyés par la Diète. Au milieu du XVIII^e siècle, elle passe à la famille Pignat¹.

Il est possible que l'imprimerie qui devait s'ouvrir à Naters s'installa à Sion, puisque d'après Haller, le premier spécimen sorti de ses presses remonterait à 1617. En réalité, le premier imprimeur connu est Henri Streler² (1644-1647), à qui succéda Jean Strack. Leur entreprise partagea le sort lamentable de la majorité des entreprises valaisannes et en 1652 la ville de Sion devait la reprendre à son compte, Strack y ayant laissé ses dernières plumes.

Une autre manufacture de papiers, réduite à une cuve et à une roue hydraulique actionnant les pilons, fut lancée à St-Gingolph au début du XVIII^e siècle par le dernier abbé commandataire d'Abondance. D'abord dirigée par des Espagnols, du nom de Verascoz, elle passa en 1758 dans les mains de la famille Pignat, déjà propriétaire de celle de Vouvry, puis de 1785 à 1790 dans celles d'Isaac de Rivaz.

* * *

Une industrie qui aurait dû fleurir mais qui végéta et périclita comme tant d'autres, est la fabrication de *poudre*, et pourtant il devait s'en faire une certaine consommation tant pour le militaire et la chasse que pour les mines.

A la Diète d'août 1626 se présente maître Matthieu Kölli, salpêtrier et fabricant de poudre dans la baronnie de Sion (à Bramois), qui demande l'autorisation d'établir une fabrique « sans qu'un autre patriote puisse lui en faire retrait comme étranger », et de rechercher le salpêtre dans tout le pays, s'engageant à livrer la poudre à d'autant meilleur compte. Onze ans plus tard, (en 1635), la Diète lui adjuge le privilège de ramasser en tous lieux du pays « où ne se trouvent pas d'autres fabricants », la terre pour en extraire le salpêtre, que les dixains lui achèteront purifié à 14 écus le quintal.

En session de mai 1638, la Diète prescrivait à chaque dixain de construire une baraque pour loger le salpêtre extrait du sol (on le sortait surtout des caves), afin qu'on puisse fabriquer la poudre à tirer. En 1640,

¹ L'histoire de cette papeterie a été traitée par Briquet dans son ouvrage sur les Filigranes.

² Soit feu M. Gustave Oggier dans les *Blätter aus der Wallisergeschichte*, soit M. Léon Imhoff dans les *Annales valaisannes*, ont retracé les origines de l'imprimerie en Valais.

Kölly disposait de plusieurs quintaux de poudre dont il sollicitait ou l'achat par l'Etat ou le permis d'exportation.

Un certain Christian Velt, de Saanen, demeurant à Martigny, propose à la Diète de mai 1741, d'y établir une fabrique de poudre. Aussi l'assemblée décide-t-elle d'interdire l'exportation du salpêtre et de le réserver pour la préparation de la poudre par le susnommé.

En mai 1743, deux fabricants de poudre demeurant à Martigny, également, Chrétien et Jean Weltin, demandent la concession d'établir des moulins de poudre à Martigny et Monthey, contre redevance d'un quintal annuellement à l'Etat. Accepté à la condition de ne pas y employer des « non-catholiques ».

Comme ce n'est qu'en 1803 que l'Etat se réserva le droit exclusif de fabrication et de vente de la poudre, celles-ci étaient sans doute facultatives jusqu'alors et la libre concurrence ruinait les amateurs. C'est le cas typique de la poudrière de Martigny. Le 4 avril 1794, le Bernois Neuenschwander, « en état complet de misère », cède son privilège de fabrication à Isaac de Rivaz et à son cousin, le futur grand-baillif Charles-Emmanuel, qui prétendaient connaître un procédé de raffinement du nitre. Mais en 1798, le gouvernement helvétique leur enlevait le privilège contre une indemnité de 3000 fr. Au rétablissement de l'indépendance du Valais en 1802, la fabrication est reprise par un nommé Pons contre une redevance annuelle de 21 louis, mais il l'abandonne en 1804 après avoir accumulé les dettes. Même débâcle avec le sieur Farlet. L'usine est alors démolie et rasée.

Les de Rivaz font alors valoir le droit exclusif de fabrication acquis en 1794. Ils obtiennent satisfaction moyennant la fourniture annuelle à l'Etat de 150 livres de poudre ou l'équivalent en argent, ainsi que l'obligation d'acheter le salpêtre en Valais. L'entreprise fut négative.

* * *

Après l'incendie qui anéantit St-Maurice en 1693, l'édilité interdit l'emploi des bardeaux pour couvrir les toits. A défaut d'autres précisions, j'attribue à cette mesure officielle l'établissement en cette ville d'une *tuilière*, d'où le nom de Tuilerie resté attaché à la propriété Barman devenue le pensionnat du Sacré-Cœur. Vers 1730, elle était dirigée par un Bernois, Jean Berner, de Guggisberg, et parmi les ouvriers figurent, autour de 1760, les Duchêne et les Duboule, natifs d'Anthey en Chablais, d'abord habitants perpétuels et devenus bourgeois par la suite. Cette tuilerie subsista jusqu'en 1840.

En 1780, ce sont deux frères Roth qui sont tuiliers et chauxfourniers de la ville de Sion.

* * *

La ferme du *Tabac* et les abus auxquels elle donna lieu, surtout dans le gouvernement de Monthey, contribuèrent aux soulèvements de 1790 et de 1798. Mais ce n'est qu'en 1810 que fut fondé à Sion une manufacture de tabacs, qui fut, jusqu'en 1850, l'objet d'un monopole de l'Etat.

* * *

Ce tableau n'a pas la prétention d'être complet ; par contre, d'aucuns le trouveront prolix, les avortons et les mort-nés n'étant, en principe, pas admis dans les recensements. Il dément cependant quelque peu l'opinion généralement répandue encore au début du XIX^e siècle¹ que le Valais restait réfractaire à toute industrie. Si la plupart d'entre elles furent éphémères et condamnées à l'insuccès, la cause en est à attribuer moins à l'inertie et à l'hostilité qu'à la pauvreté et à la frugalité de la majorité de notre population, et à la concurrence d'étrangers plus habiles, mieux outillés et parfois moins honnêtes.

Au risque d'encourir le reproche de manquer de méthode, je ne crois pas inutile de consacrer une rubrique spéciale, confirmant ce chapitre, à quelques personnalités qui se risquèrent dans les spéculations industrielles et commerciales, plus souvent, hélas ! à leurs dépens qu'à leur profit.

7. Une élite de précurseurs et de spéculateurs.

Le peuple valaisan se désintéressait donc dans sa généralité du commerce et de l'industrie ; certains (Dr Schiner, P. Furrer) affirment même qu'il n'affichait pour eux que du dédain. Il semblerait qu'à *fortiori*, le patriciat eût considéré comme une déchéance, une dérogeance, de s'y adonner. Le contraire n'a pourtant pas de quoi surprendre car, moralement tenu de faire face à un genre de vie plus dispendieux, plus confortable, plus fastueux, il devait se procurer les moyens appropriés.

¹ « Ces découvertes et ces événements qui depuis trois siècles ont donné aux esprits une forte impulsion vers l'industrie, le commerce et les arts, n'ont rien fait pour le Valais... Il est resté stationnaire au milieu des progrès de la civilisation ; l'histoire du XIV^e siècle est encore pour lui l'histoire du temps présent » (d'Eschasséviaux : *Lettre sur le Valais*, 1806).

L'artisanat et le négoce étant incompatibles avec sa dignité et réservés au vulgaire, il bornait son activité soit aux fonctions publiques de vidonde, de châtelain, de banneret, de gouverneur, etc. — celles-ci particulièrement lucratives, — soit surtout aux services capitulés (France, Espagne, Piémont, Rome, etc.). C'est le cas pour les familles Ambüel, de Courten, de Kalbermatten, de Riedmatten, de Preux, de la Pierre, de Montheys, du Fay, etc. Or on sait qu'une unité, fût-elle compagnie ou régiment, était la propriété de son chef et un véritable fonds susceptible d'être échangé ou remis comme tout autre fonds commercial.

Notre patriciat recherchait aussi l'affermage fort avantageux de la régie du sel qui enrichit les Magéran et les Stockalper, et même les dépôts régionaux que se disputaient les principales familles du pays : de Vantéry, Dallèves, de Montheys, de Platea, Défago, Ganioz, Voluz, etc. D'autres, sans mettre personnellement la main à la pâte, pardon à la pioche, se livrèrent à l'exploitation des mines, soit personnellement, soit en participant à des sociétés étrangères, soit en servant d'intermédiaires entre elles et la Diète.

Après les immigrés lombards, c'est à elles que revient incontestablement le mérite d'initiatives industrielles et commerciales. Epinglons quelques noms.

* * *

Michel Mageran († 1638) de Loèche, joua un rôle politique prééminent et laissa une fortune considérable pour l'époque. Successivement major et banneret de son dixain, puis gouverneur de Monthey et secrétaire d'Etat, il termina sa carrière sur le fauteuil de grand-baillif. « Homme de tête et d'action »¹, il s'enrichit par la ferme du sel qu'il détint pendant plus de 20 ans en Valais et même en Savoie. Mais il ne négligeait pas pour autant les bénéfices accessoires : ainsi, en 1627, il obtient la concession exclusive de l'agaric pendant 3 ans ; à la Diète de décembre 1634, qu'il présidait comme grand-baillif, il expose qu'il se trouve en Valais des mines d'or, d'argent, de cuivre, de plomb, de fer, dont personne ne profite, et qu'il serait équitable que ceux qui s'y intéressent obtiennent de l'Etat l'assurance du monopole d'exploitation. Cette garantie est accordée à Mageran et à ses associés.

* * *

Une figure domine toutes les autres dans cette galerie, exemple exceptionnel d'une réussite croissante et générale. C'est celle de *Gaspard*

¹ Grenat : *Histoire du Valais*.

*Stockalper de la Tour*¹ (1609-1691), de Brigue. Doué d'un extraordinaire sens des affaires, cet émule des grands trafiquants de Venise, de Milan, de Lyon, ne recule devant aucune spéculation et se lance avec une égale hardiesse, un égal bonheur dans toutes les entreprises. Comme le précédent, — devenu son ennemi mortel, — il débute par la ferme générale des sels et par l'exploitation des mines d'or de Gondo, de cuivre à Mörel, de fer à Ganter, et possède des fonderies à Ganter et à Brigue. Sa fortune s'arrondit dans des proportions inouïes et lui permet de monopoliser tous les produits imaginables depuis les escargots, la térébenthine et l'agaric du mélèze, les minerais, les vins, même les animaux sauvages des Alpes (bouquetins, chevreuils, chamois), les terrains, le bétail, jusqu'à la commission et le transport exclusif des marchandises entre Milan et Lyon par le Valais et le Simplon. Il achète jusqu'à des hospices et des églises, immeubles censés normalement hors commerce, et son train de campagne couvre jusqu'au tiers de la surface cultivée du pays pour déborder sur le Piémont et la Lombardie.

Mais une situation aussi extraordinaire soulève les jaloux, puis le peuple contre le moderne Crésus. Il doit s'enfuir du pays. A sa mort, malgré les amendes, les séquestres et confiscations dont il fut frappé, il laissait une fortune évaluée à deux millions d'écus, soit plus de sept millions de notre monnaie : démonstration éloquente qu'une utilisation habile des ressources et de la topographie de la vallée du Rhône peut mieux que nourrir son homme. Malheureusement, la médaille a un revers, et les Diètes de mai 1677 et de décembre 1681 constataient avec amertume que le numéraire avait presque disparu du pays : il avait été ou exporté ou drainé dans les coffres-forts d'un seul homme.

* * *

Le cas de Stockalper est unique dans nos annales, avant le XIX^e siècle. Ses imitateurs furent moins bien lotis.

Pour avoir levé plusieurs lièvres, le châtelain *Jacques de Quartéry*, de St-Maurice, ne remplit pas pour autant sa gibecière. En 1746, il se laissait apigeonner, (comme un autre Jean-Jacques), par la fameuse Madame de Warens de la Tour, ainsi que son frère le capitaine, son beau-frère de Rovéréaz de Bex et Pierre de Rivaz, en participant à la société que la sirène constitua pour l'exploitation des mines de Sallanches. Mais

¹ Bertrand : *Gaspard Stockalper de la Tour*, dans *Annales valaisannes*, 1930.

Madame de Warens leurra ses sept associés et l'aventure se termina par un procès, liquidé en 1751, par une transaction amiable. Nous avons vu qu'en 1762, Quartéry s'intéressa à la fondation de la verrerie d'Ottans. Le même, que la première expérience n'avait pas découragé, est actionnaire en 1769 d'un nouveau consortium pour l'exploitation des mêmes mines de Sallanches et de celles de Bagnes et de Sarreyer, puis de celles de St-Barthélemy, près de St-Maurice, abandonnées en 1772.

Peu après, en 1795, il proposait à l'Etat le rachat des fiefs de sa famille pour régulariser une situation très déficitaire...

* * *

Jean-Antoine de Courten (1680-1733) crée à Sierre, vers 1720, une magnanerie dont les machines étaient actionnées par la force hydraulique. Mais les variations du climat valaisan étant, paraît-il, défavorables aux vers à soie, la *Fabrique* (c'est le nom qui resta au bâtiment) suspendit son activité au bout de quelques années.

* * *

En 1761, le bourgmestre et grand-châtelain *Jacques-Emmanuel Barberini*, de Sion, s'associe à Martigny avec *Joseph-Emmanuel Ganioz* et un certain médecin Plumeaux pour un commerce de liqueurs, de confitures et de condits avec une mise de fonds de 1000 écus petits (3600 fr. suisses). Mais deux ans plus tard déjà, l'affaire était en... déconfiture et les deux Valaisans réduits à actionner leur directeur pour abus de confiance.

* * *

Le même *Barberini* fait partie en 1760 d'un consortium formé de MM. *de Riedmatten*, banneret de Conches, *Taffiner*, gouverneur de St-Maurice, et *du Fay*, banneret de Monthey, dans le but d'exploiter les forêts de Saxon pour la livraison du bois de marine. A la même époque, un autre groupe où figuraient deux commerçants de Genève, Simon et Bérard, — dont le second ravitaillait Mandrin et sa bande, — se livrait à une opération analogue avec les mélèzes de Charavex, amenés en plaine par une rize.

* * *

François-Emmanuel Barberini, également châtelain et bourgmestre de Sion, et frère ou fils du précédent, demandait à la Diète en 1806 la concession pour une fabrique de draps à Bramois. L'affaire ne semble pas avoir été viable.

* * *

Si le succès avait couronné tous les essais, toutes les inventions d'*Isaac de Rivaz* (1752-1828), de St-Gingolph, sa notoriété et sa fortune ne l'auraient pas cédé à celles de Gaspard de Stockalper. Mais probablement ne possédait-il pas la perspicacité, la ténacité et le sens pratique de celui-ci. Aussi ses mirobolants projets restèrent-ils sans exception à l'état d'ébauches. On sait que ce précurseur de l'automobilisme poursuivit et multiplia pendant vingt ans les recherches, les expériences et les démarches pour construire une *machine à feu*, capable d'actionner les véhicules et les bateaux par l'explosion du gaz hydrogène. A la vérité, l'idée primitive de ce moteur venait de son père, le génial ingénieur mécanicien *Pierre-Joseph* (1711-1772), sur lequel je n'ai pas à m'étendre, son activité s'étant déroulée presque exclusivement en France¹.

Ingénieur doublé d'un chimiste, Isaac lança ou s'escrima à lancer des sociétés pour la préparation en grand des glaces de miroir, de sel marin, de salpêtre, d'eau-forte (acide nitrique) avec le salpêtre de la plaine de Martigny, d'eau vitriolique (acide sulfurique) avec les pyrites de fer de Nendaz et de Chemin, d'alun vitriolique, de vinaigre avec le bois de bouleau, etc. Il ne récolta que des déboires. La guigne s'acharna sur lui jusque dans la fabrication de la poudre, comme je l'ai dit plus haut. Le pauvre de Rivaz se ruina dans des recherches dont d'autres tirèrent le profit : « *Hos ego versiculos feci, tulit alter honores.* »

* * *

La Diète de décembre 1756 autorise le capitaine *François Wegener*, de Brigue, gouverneur de St-Maurice, de poursuivre pour trois ans encore ses recherches d'or à Binn et à Aletsch et d'en exploiter les minerais.

Mais deux ans plus tard, les deux frères gouverneurs (Maurice-Fabien et François ?) Wegener exposent à la même autorité que n'ayant pas réussi avec les mines de Binn, ils ont l'intention d'exploiter les filons

¹ Dans ses *Tableaux topographiques de la Suisse* (1780), le baron de Zurlauben consacre à ses découvertes, en mécanique surtout, pas moins de 14 colonnes in quarto, soit presque autant que pour les autres savants suisses réunis ; il n'en réserve que 6 à J.-J. Rousseau.

découverts dans le dixain de Brigue, sans préjudice de ceux de Gondo. Ils obtiennent cette concession pour 3-4 ans.

Le résultat dut être maigre car peu après 1770, Maurice Wegener, alors gouverneur de St-Maurice, renonce, au nom de son père, à cette dernière dont le privilège passe au colonel Eugène de Stockalper, autre gouverneur. L'exploitation des *sujets* d'en bas la Morge était infiniment plus rentable que celle des mines d'or d'en haut...

* * *

Maurice Wegener ouvre alors à Brigue un magasin de cristaux des Alpes, mais cet ancien gouverneur, peu habitué aux marchandages, « met à sa marchandise un prix si exorbitant (jusqu'à 20 et 400 fr.) que personne ne sera tenté d'en acheter » ¹.

8. Des prévisions pessimistes démenties. Conclusion.

Le Valaisan était si convaincu qu'il était réduit à perpétuité à l'agriculture, que même des hommes instruits et avisés opinaient qu'il était dangereux et insensé de rechercher d'autres ressources : qu'en elle seule résidaient la tranquillité, le salut et la prospérité du pays.

Savourez ces réflexions inédites écrites en 1808 par le banneret Jean de Vantéry, de Monthey. Quel démenti la suite a réservé aux lamentations et aux cris d'alarme de ce Démocrite mué en Héraclite sur ses vieux jours ! Ses mânes doivent tressaillir en constatant que, un siècle après ses sombres pronostics, le bourg de Monthey allait devenir le plus industriel du canton. Il est vrai que les Savoyards... et que les vieux bourgeois...

Il y a près de 60 ans (donc vers 1750) que j'ai vu un Jean Claret, de Monthey, aller apprendre le commerce et la tenue des livres à Lyon ; il y est devenu si intelligent qu'il a mangé tout son bien quoique riche et qu'il se trouve aujourd'hui dans la dernière des misères ; qu'un Quintin y alla apprendre le métier de chapelier et a fait banqueroute, qu'un Monet avec le même métier a eu le même sort, qu'un Sautier y a été apprendre la librairie et est mort insolvable, qu'un Metiat le commerce et ne s'est rien laissé.

Il faut être aussi hors des gonds que nous le sommes à présent à Monthey, pour s'occuper à rétablir des fabriques qui tombent tout ailleurs, de façon à regorger de marchandises faute de débit.

L'année dernière (1807), deux bourgeois de Monthey, Pierre Basqueiraz et Rossier, partirent pour l'Alsace pour apprendre le métier de drapier ; ils n'au-

¹ Doyen Bridel : *Itinéraire du St-Gothard* (1795).

ront ni emplacement, ni métier, ni laine... Jacques-Hubert Guerratti a voulu faire un plus beau foulon que ses oncles et une teinturerie à privilège exclusif. Et nous n'avons plus de foulon ni de teinturerie, le dernier entrepreneur a mangé 60 à 70.000 florins.

Le meilleur métier pour Monthey est de continuer à cultiver la terre comme nos pères l'ont fait. C'est ainsi que ma famille qui y est agricole depuis 260 ans et que les Basqueiraz depuis plus de 300 ans s'y sont soutenus sans commerce, sans fabrique, sans entreprises, avec honneur.

La seule industrie viable pour Monthey est de reprendre en mains la pelle, la pioche et la faux.

Et le salut pour le Valais fut d'industrialiser l'agriculture !

* * *

Pour votre plus grand soulagement, je termine. En résumé, jusqu'à la fin de l'ancien régime, l'on pourrait dire jusque vers 1860, le commerce et l'industrie bourgeoñaient en Valais sans fleurir ni fructifier, tandis que l'agriculture et l'artisanat étaient relativement plus favorisés¹.

Mais avec l'émancipation du Bas-Valais, la cessation des discordes civiles, la construction des routes de montagne et de la voie ferrée, avec l'endiguement du Rhône, et surtout avec l'utilisation des forces hydrauliques et l'apport des capitaux étrangers, la situation changea radicalement.

Deux nouvelles mamelles se sont ajoutées aux deux classiques de Sully. Nourri, engraisé par cette quadruple source, protégé d'autre part par une législation qui s'est enfin mise à la page, notre canton a rapidement crû en vigueur et en beauté. Ce paralytique par persuasion a enfin jeté ses béquilles et pour rattraper le temps perdu, il a redoublé les enjambées.

Le présent nous console du passé, encore que celui-ci n'ait pas été aussi stagnant qu'on le prétendait généralement.

J.-B. BERTRAND

¹ Si je n'ai pas traité l'hôtellerie au cours de cette étude, c'est pour la raison que je lui ai consacré déjà une série de quatre articles, il y a 20 ans, dans le journal *Le Confédéré* (*L'Hôtellerie valaisanne avant le tourisme*), et que je me propose de revenir tôt ou tard sur ce sujet.

SOURCES

- Archives bourgeoises de Sion et communales de St-Maurice.
 Abscheids de la Diète cantonale.
Almanachs et anciens calendriers du Valais.
Annales valaisannes.
Blätter aus der Wallisergeschichte.
 V. van Berchem : *Guichard Tavelli*, 1899.
 G. Bérodi : *Chronique*, 1610-1642.
 Ph. Bridel : *Statistique du Valais*, 1820, et *Conservateur helvétique*.
 Collection personnelle (surtout papiers des familles de Quartéry et de Vantéry).
 W. A. B. Coolidge : *Les Alpes*, 1913.
Dictionnaire historique et biographique suisse.
 Dr H. Evéquoz : *Organisation communale et Franchises communales de la ville de Sion*, 1925.
 C. Favre : *Histoire des passages italo-suisse du Haut-Valais*, 1883.
 Faesi : *Topographie de la Suisse*, 1768.
 Dr Jean Graven : *Evolution du Droit pénal valaisan*, 1927.
 Abbé Gremaud : *Documents relatifs à l'Histoire du Valais*, 8 vol., 1875-1898.
 A. Häusler : *Rechtsquellen des Kantons Wallis*, 1890.
Histoires du Valais de Boccard, Furrer, H. Gay, Grenat, Eggs.
 Seb. Münster : *Cosmographia*, 1545.
 E. Oehlmann : *Les passages alpins du Moyen-Age*, 1878.
 Paradin : *Chronique de Savoie*, 1552.
 Chanoine A. de Rivaz : *Manuscrits*.
 Dr Schiner : *Description du Département du Simplon*, 1812.
 Dr Schulte : *Geschichte des mittelalterlichen Handels und Verkehr zwischen Westdeutschland und Italien*, 1900.
 J. Simler : *Vallesiae Descriptio*, 1574.
 F.-G. Stebler : Monographies de Conches, de Lötschen, de Visperterminen, etc.
 Joh. Stumpf : *Löbl. Eidgenossenschaft Beschreibung*, 1548.
 Chanoine J.-E. Tamini : Monographies diverses de localités valaisannes.
 J. de Vantéry : *Mémoires* (manuscrits).
 Zurlauben : *Tableau topographique de la Suisse*, 1780, etc.

J'exprime mes remerciements particuliers à MM. Léon Imhoff à Sion, Philippe Farquet à Martigny-Ville et à M. le Rév. Chanoine Dupont Lachenal pour leurs renseignements.